

la Gueule ouverte



Combat Non-violent

Hebdomadaire d'Ecologie Politique et de Désobéissance Civile

MAMAN, LA MER,



ELLE EST CASSÉE !

Située au bord de la mer d'Irlande, face à l'île de Man, sur la côte ouest du Royaume Uni, l'usine de combustibles nucléaires de Windscale, vient d'être l'objet de débats mouvementés. Devait-on l'agrandir ou pas? Six mois de travaux et de débats contradictoires, une pile de six cent documents, de sept mètres de haut et d'un poids d'une tonne, cinquante experts, quarante avocats ont été nécessaires à cette fantastique enquête d'utilité publique. A la stupeur des écologistes, le rapport a conclu en faveur de la construction d'une deuxième pile atomique à Windscale. La démocratie en haut de forme a encore frappé.

WINDSCALE

ou les premiers pas d'une «démocratie» nucléaire

Le plus important débat social et industriel du siècle», selon le Daily Express, a débuté le 14 juin 77. Arbitré par un juge de Haute Cour, Mister Justice Parker, il a mis face à face les partisans de l'extension de l'usine d'extraction d'uranium de Windscale et les opposants à cette dernière.

D'un côté la BNFL (British Nuclear fuel limit-d) créée en 1971 pour commercialiser les activités de l'UKAEA (le CEA britannique) ainsi que différents conseils et syndicats locaux qui voient en Windscale un débouché économique important et une réponse au chômage qui affecte leur région.

De l'autre côté, l'île de Man, située à 35 miles de Windscale considère que les rejets radioactifs nuiront à son tourisme et à sa pêche. Le gouvernement de l'île a consacré un budget spécial de 30000 livres sterling à payer des avocats pour suivre toute la durée de l'enquête à Whitehaven, le port industriel de Windscale. Les Amis de la Terre (FoE) très environnementalistes qui regroupent près de 5000 membres, l'Appel de Windscale et les amis du district des lacs forts de près de 7000 membres faisaient également partie des contradicteurs.

L'Angleterre dont le programme nucléaire est le plus vieux d'Europe, possède plus de 20 centrales de type graphite-gaz. Comme partout, les retraits des combustibles irradiés ont posé de graves problèmes. Mise en service en 1966, Windscale retraitait du combustible «magnox» de moyenne activité. Malgré quelques avatars passés sous silence, BNFL commença à retraiter des combustibles oxydes beaucoup plus dangereux que le combustible métal traité auparavant. En effet, l'oxyde gonfle dans le réacteur jusqu'à emplir complètement sa gaine. Il faut alors le hacher en morceaux au lieu de la dégainer. L'installation ne permit que le retraitement de 120 tonnes. Le 26 septembre 73 une réaction chimique provoquait une fuite de ruthénium 106. Trente cinq personnes furent contaminées au niveau de la peau et des poumons et l'atelier fut totalement condamné en attendant d'être reconstruit. Il ne sera pas ouvert avant la fin de 78. Malgré l'échec de sa filière oxyde, Windscale a retraité 22000 tonnes de Magnox soit près de 1000 tonnes par an, bien plus que la Hague qui a exploité 600 à 700 tonnes pendant sa «meilleure» année.

L'Angleterre qui garde dans sa mémoire le souvenir de blocus économiques développés depuis longtemps une politique d'autonomie en matière d'énergie. La BNFL a donc proposé la construction d'une usine de retraitement de 1200 tonnes par an de combustible irradié. Elle doit désormais retraiter les déchets du programme anglais à eau pressurisée mais aussi récupérer du plutonium pour la construction éventuelle



de surrégénérateurs. La possibilité de signer des contrats mirobolants pour le retraitement des combustibles étrangers n'est pas non plus absente des préoccupations des patrons de l'industrie nucléaire.

Les écologistes britanniques prétendent que la nouvelle usine n'est pas nécessaire et que celle-ci risque d'être un échec technique et économique ayant de graves répercussions nationales. L'extension de l'usine exacerbera les difficultés sociales avec l'introduction d'une main d'œuvre temporaire pour la construction. Pour eux, on peut ne pas retraiter les déchets et l'atelier déjà existant est suffisant pour retraiter les oxydes accumulés. Pendant ce temps, 10000 bidons métalliques attendent leur sort au dépôt du village de Drigg (500 h.) et plusieurs d'entre eux ont subi des fuites dues à la corrosion. Pour pallier ces graves incidents, les contenus ont été reconditionnés et sont partis vers le centre d'Harwell en vue d'être jetés dans l'Atlantique. Ce centre qui

passait pour être réservé aux déchets à basse activité contient en fait du plutonium. Un rapport de la commission royale a révélé qu'il y en avait trente grammes par fût!

MAREE RADIOACTIVE

Les rejets radioactifs ont fait l'objet de plusieurs études. Déjà en 71, 72 & 73 l'office hydrographique allemand faisait état d'une intrusion systématique d'eau à forte proportion de césium 137 dans le nord-est de la mer du Nord. Il a été confirmé dès 73 qu'un courant d'eau riche en césium radioactif venant de Windscale passait vers le nord à travers le détroit des Hébrides (le Minch), puis contournait le nord de l'Ecosse jusque dans la mer du Nord. Cette étude présente les analyses de prélèvements d'eau et de sédiments effectués le 27 mai 76 dans le Minch et mettent en évidence la présence de strontium 90, césium 134, césium 137,

plutonium 238, plutonium 239, 240 et américium 241 produits par Windscale. L'examen attentif des variations des différents rapports entre les radionucléides en comparaison avec des rapports à la sortie de Windscale permet les conclusions suivantes: la vitesse de déplacement vers le nord des radionucléides dans le courant côtier a été estimée à deux ans pour faire le voyage Windscale-Minch. Le césium de Windscale se comporte biochimiquement comme celui des retombées des essais atomiques. La fraction soluble du plutonium de Windscale se comporterait qualitativement comme le césium 137 mais seule la moitié de celui-là survit au voyage jusqu'à Minch, le reste sédimentant. L'américium 241 se comporte différemment du plutonium 240 puisqu'il semble sédimenter dans le fond du courant côtier, bien plus tôt que le plutonium.

Le laboratoire de pêche, semble-t-il, a mis un frein à la publication de ces recherches mais l'on a appris néanmoins que les moules de la région de Windscale sont dix fois plus contaminées que les crabes. Le laboratoire a abandonné la mesure de la radioactivité des moules sous prétexte que personne n'en mangeait plus. On sait pourtant qu'en 76 ces dernières contenaient 3,1 picocuries de plutonium par gramme et 9,2 pCi d'américium tandis qu'en 74 elles contenaient seulement 1,09 pCi de plutonium et 5 pCi d'américium. Ce n'est pas le seul truandage. Au Pays de Galles, l'algue porphyra sert à fabriquer un pain d'algues très apprécié dans la gastronomie locale et est utilisé comme fertilisant par les paysans. Malheureusement, les algues concentrent le ruthénium 106 rejeté par Windscale. La limite de concentration admissible de l'algue porphyra était de 300 pCi par gramme pour le ruthénium. Les niveaux réels de contamination ayant cru rapidement, on éleva sans complexes la norme à 340 pCi/gramme. Depuis 75, la récolte a cessé, ruinant les exploitants.

Par ailleurs, parmi les travailleurs de Windscale, les taux de trois types de cancer (myelome, leucémie, lymphosarcome) à délai bref d'apparition, serait de 87% au dessus du niveau national. D'après le biologiste John Spearing les statistiques des morts dues au krypton 85 monteraient à 120 morts par an après l'an 2000 dans le monde.

Les opposants à Windscale avaient bien fourbi leurs armes. Ils avaient même découvert que des soldats anglais apprenaient la technique du retraitement pour pallier d'éventuelles grèves des travailleurs du nucléaire. Ils avaient proclamé que le gouvernement refusait de publier l'équivalent de nos plans Orsec-Rad. Ils avaient dénoncé l'attitude du «Special Branch», les

polices politiques qui contrôlent de très près les activités antinucléaires. Rien n'y a fait.

Le juge Parker, après avoir écouté bien démocratiquement et pendant six mois les thèses en présence a conclu à la nécessité sans restriction d'agrandir Windscale : «il serait ruineux de stocker les combustibles irradiés et l'usine de retraitement doit être construite rapidement, suffisamment grande pour accueillir des combustibles étrangers», a-t-il déclaré. La déception est vive en Angleterre. Parker a repris dans ses

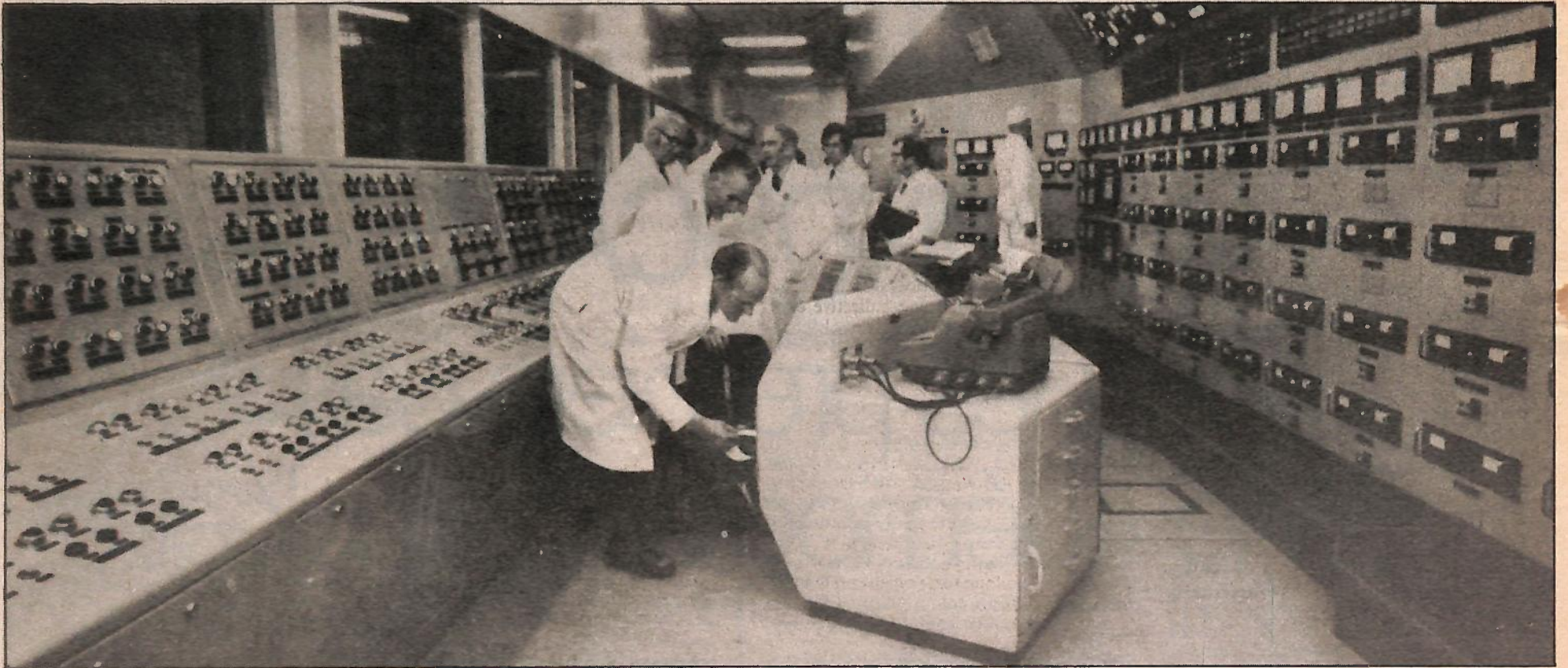
conclusions tous les arguments avancés par les partisans de Windscale avant l'enquête. Son rapport a été fortement contesté par plusieurs des spécialistes entendus au cours de l'enquête. Ils affirment que leur témoignage a été dénaturé dans la rédaction finale tant à propos des risques écologiques qu'en matière de risques de vol par des terroristes, de produits permettant la fabrication de bombes atomiques. Un vote aura lieu au Parlement qui tranchera définitivement les débats.

Au cours d'une séance publique en août dernier, une manifestante, le visage peint, est tombée devant le juge Parker en criant : «les déchets nucléaires m'ont tuée». Le juge répondit que devant une telle action, «il lui était difficile de continuer à faire attention à l'enquête». Dans la salle, une voix s'éleva alors pour lui répliquer : «tout est décidé, c'est une grosse farce ! Nous considérons que la décision est déjà prise et que l'enquête n'a plus de sens». Intuition ? Même spectaculaires les enquêtes publiques

restent des enquêtes bidon. La vieille démocratie parlementaire n'est plus que la perfide Albion. Elle a rejoint le clan des Etats-forts, le clan des Etats-nucléaires.

Yves-Bruno Civel

Merci à Nicole du CCPAH, à Jacqueline Laurent du GSIEN et à Mike Holderness de notre confrère britannique Peace News pour les documents qu'ils ont bien voulu nous communiquer.



Le juge Parker en visite dans la salle de contrôle de Windscale.

Photo : «Guardian»

Marjolaine, une exposition lénifiante?

Les compagnons de la marjolaine désirent une alimentation biologique, se soignent par homéopathie et acupuncture...se passionnent pour l'écologie, rêvent d'énergie douce, recherchent des matières naturelles, pratiquent une activité artisanale et cultivent leur jardin...La presse a répandu avec enthousiasme leurs idées... 30000 compagnons en 76, 45000 en 77...» C'est ainsi qu'était annoncé le «troisième marché du mieux-vivre» organisé conjointement, du 11 au 19 mars 78, par Nature et Progrès et O.I.P. (un organisme qui s'occupe de foires-expositions commerciales), à l'ancienne gare de la Bastille à conclusion tous les arguments avancés par Paris.

Toutes ces belles paroles me faisaient craindre de n'y trouver que des marchands de rêve, mais j'y suis quand même allé faire un tour; finalement Marjolaine, ce n'est qu'une foire commerciale comme les autres, avec toutes leurs tares et quelques-unes de plus...Un monde fou (on parle de 100000 personnes cette année!), des produits très chers, certains d'une qualité incontestable comme les produits de culture biologique, mais pour combien de produits douteux (produits de beauté, médicaments miracles, artisanat de luxe, ou matériel unique pour la culture biologique etc...), des vendeurs qui ont loué très cher leurs stand et sont prêts à tout pour récupérer largement leur investissement (à partir de 1.000 F environ le mètre carré pour les associations sans but lucratif!).

A Nature et Progrès, on doit être content d'avoir encore plus fait parler de l'agriculture biologique par la presse, d'avoir fait venir le Tout-Paris, d'avoir organisé de nombreux débats, d'avoir permis des milliers de contacts (c'est fou ce qu'on peut retrouver de gens entre un petit gâteau traditionnel et une dégustation d'un grand cru biologique !), et d'avoir cette année bénéficié de la présence du Ministère de l'Environnement (enfin, on est pris au sérieux par les pouvoirs publics*...) auquel participait



l'agence nationale pour la récupération des déchets (171 av. Charles de Gaulle, 92200 Neuilly/Seine) qui offrait un bloc de papier recyclé à tous ceux qui apportaient 4 Kg de vieux papiers.

Initiative originale et intéressante comme plusieurs des éléments de cette exposition, mais qui ne semblent là que pour faire oublier que Nature et Progrès comporte un fort courant d'adhérents opposants à Marjolaine, pour qui un tel compromis avec le système est chaque année de moins en moins justifiable. La marjolaine est une plante calmante, nous rappelle Nature et Progrès; L'exposition Marjolaine serait-elle donc une opération lénifiante (marchands de rêves, disais-je plus haut), pour faire oublier que les problèmes écologiques ne sauraient se poser sans une remise en question globale de notre mode de vie et du système commercial capitaliste dans lequel les requins du naturel sont tout prêts à s'intégrer (et ils ont besoin de Marjolaine pour ça !). Cette année, on trouvait beaucoup moins de «retours à la terre», de jeunes artisans régionaux que les deux années précédentes; en effet la majorité du courant «écologique» de Nature et Progrès laissait entendre au cours d'une réunion spontanée, lors du dernier congrès de Bordeaux (décembre 1977) qu'il boycotterait Marjolaine, lui préférant les foires écologiques régionales qui se multiplient depuis deux ans. On peut d'ailleurs penser que Nature et Progrès trouvera une satisfaction dans le nombre de nouvelles adhésions récoltées à Marjolaine qui permettra de noyer encore plus les revendications du «courant écologique», le rendant ainsi largement minoritaire par rapport aux inscrits alors qu'ils représentent environ 50 pour cent des adhérents actifs.

Régis Pluchet

ECOOP : Un réseau ambitieux

Une surprise, le mouvement ECOOP qui occupait une importante surface avec plusieurs stands et un «restaurant». ECOOP est né à partir de «la tribu» (15 avenue Leclerc, 93160 Noisy le Grand), une communauté fondée il y a deux ans par un indien peu rouge arrivant tout droit du Québec, juriste de formation de surcroît. Deux axes de recherche de la Tribu : réveiller l'homme primitif qui sommeille en tout occidental pour qu'il puisse réapprendre à vivre en semi-autarcie ; développer, à l'image de celui du Québec, un mouvement coopératif fort, répondant concrètement aux inspirations des mouvements écologiques, en se servant de l'expérience en ce domaine et des compétences du juriste fondateur de la communauté. Cela donne ECOOP, un projet fabuleux, aux multiples dimensions (ateliers de techniques douces, artisans, éducation, alimentation, médecine, transport, etc...) pour chacune desquelles des structures coopératives avec des équipes pour les animer seraient déjà en place ou sur le point de se mettre en place. ECOOP annonce former déjà un réseau de 1000 personnes sur toute la France avec une soixantaine de coopératives (dont six sont des exposants qui ont adhéré au cours de Marjolaine). Mais entre l'ambition annoncée et la réalité, il y a sûrement un décalage, difficile à mesurer lors de la première apparition publique de ce mouvement, mais dont on peut redouter qu'il soit à la mesure de l'ambiguïté de sa présence à Marjolaine : ECOOP sera-t-il le démarrage tant de fois avorté d'une coordination nationale des coopératives qui se développent autour des mouvements écologiques, ou le dernier avatar du système commercial pour récupérer tout à la fois les tenants du mythe du naturel et les écologistes qui essaient de leur opposer les valeurs décentralisées, autogestionnaires, socio-culturelles des coopératives ?

R.P.

Les déchets de la SNCF

Une partie des transports de déchets radioactifs est acheminée par la SNCF. Devant le manque d'information sur les risques que font courir de tels convois, un groupe de cheminots a constitué un comité de liaison et d'information qui s'est fixé les objectifs suivants:

* Diffusion d'une information précise sur les dangers de la radioactivité et sur les risques en cas d'accident (tant pour les employés que pour les populations des villes traversées).

* Imposer à la direction une application maximum des conditions de sécurité du travail.

* Faire déboucher ces informations sur une réflexion globale concernant la remise en cause du tout nucléaire.

Nous espérons que d'autres groupes de cheminots tentent la même démarche que nous dans d'autres secteurs et nous pensons qu'il est nécessaire de coordonner un maximum d'actions.

Pour nous contacter, écrire à la Gueule Ouverte Combat-non-violent qui transmettra.

L'objection en prison

Confrontés au rythme de dix procès mensuel, les objecteurs insoumis aux affectations autoritaires, relèvent la tête.

Il aura fallu six mois pour réveiller les vieux militants, secouer les torpeurs et les illusions. Il est vrai, qu'avant septembre 77, la répression avait un visage discret et anarchique, qui ne favorisait pas l'offensive.

Pendant les cinq prochaines années, la droite va tenter d'extraire cette «épine dans le pied de la défense nationale» et résoudre le problème de l'objection à son avantage.

Pour les CLO (Comité de lutte des objecteurs) qui rappellent que 2500 objecteurs ont refusé de rejoindre leur affectation, la répression actuelle est perçue comme une tentative gouvernementale de restructuration du service national. «Il s'agit de conformer l'obligation militaire à la modernisation des techniques d'armement et d'emploi tout en maintenant le rôle d'embrigadement de l'armée par des structures plus appropriées qui, comme par hasard, s'intègrent opportunément dans l'actuelle crise économique, quand il est par exemple nécessaire de masquer le chômage.» C'est ce que messieurs Dijoud et Bourges appellent pudiquement la quatrième voie, c'est à dire l'instauration d'un service civique généralisé. Service auquel les CLO qui refusent de «cautionner les carences des pouvoirs publics dans les secteurs jugés non rentables», sont fortement opposés. Ces derniers, qui voient la vague des procès comme un nettoyage du terrain des éléments subversifs s'opposant à la notion de service civique obligatoire, dénoncent une justice qui criminalise de plus en plus les actes politiques. Décidés à ne pas être «les cobayes d'un quelconque service civique» et forts des prises de positions des fédérations syndicales hostiles aux affectations autoritaires, les objecteurs des CLO réaffirment enfin, leur lutte contre la militarisation croissante de la société.

Sur le terrain, reprenant un appel paru à l'initiative des objecteurs membres de la GO et publié dans le numéro 198 de notre journal, les CLO, par l'intermédiaire de leur organe «Objection» lancent un appel à un rassemblement contre la répression des objecteurs les 15 & 16 avril prochain à Lyon.

Bien sur, c'est la lutte contre la répression qui fera une relative unité du mouvement objecteur, mais les CLO devront reconnaître, à cette occasion, leurs erreurs quant à leur analyse du «rapport de force» favorable aux objecteurs, qu'ils maintinrent contre vents et marées.

De son côté la FEDO (Fédération des Objecteurs) a lancé un appel pour le respect du droit à l'objection, dans lequel une cinquantaine de personnalités attire l'attention de l'opinion publique sur le fait que la France ne reconnaît pas encore le droit à l'objection de conscience, et réclame l'abrogation du décret de Brégançon dont les dispositions sont plus contraignantes que celles en vigueur dans d'autres pays européens.

De manière tout aussi concrète, la FEDO vient de publier dans son bulletin mensuel, un dossier «Défense Collective» très précieux en renseignements. A

l'instar des procès de renvoyeurs de livrets militaires, il plaide pour une coordination des procès d'objecteurs et indique qu'une défense collective coordonnée devrait avoir deux objectifs communs minimum : la dénonciation du mythe de la «justice» et le souci d'avancer les revendications communes et prioritaires, c'est à dire le refus des affectations autoritaires et l'abrogation du décret de Brégançon. Consciente de l'impasse dans laquelle se trouve l'objection, la FEDO a décidé d'élaborer un projet concret de service civil en liaison avec le CCSC (comité de coordination pour le service civil). Sous le titre : «Plus de procès, des négociations», elle a fait paraître un long texte où elle prétend que «c'est en proposant une solution politique au service civil que l'on pourra espérer un déblocage de la situation». A cette fin la FEDO propose la création d'une structure permanente de concertation entre les objecteurs revendiquant un autre type de service et les associations soucieuses de les accueillir.

Au côté de la FEDO, le CCSC dont les associations membres boycottent pour la plus part le décret de Brégançon en embauchant des objecteurs insoumis, appelle à la création d'un service civil alternatif à temps égal à celui du service militaire et à libre choix d'affectation.

La commission «objecteurs de conscience» du MAN vient d'éditer quant à elle, un dossier intitulé : «Pour une modification du statut des objecteurs de conscience» qui reprend l'essentiel des propositions formulées par l'Assemblée du Conseil de l'Europe, Amesty International, la FEDO et le CCSC, mais qui n'engage toutefois que le M.A.N. Notant les contradictions d'un service civique instituant «un volontariat social obligatoire» le MAN juge inacceptable un tel projet. Il estime qu'un accord pour un nouveau statut devrait englober l'amnistie de tous les objecteurs pour les poursuites en cours ou passées. Il réclame enfin dans la modification de la partie législative, l'extension du champ des motifs d'objection qui sont pour l'instant réduite aux seules motivations philosophiques et religieuses ; un temps de service égal ; le droit à l'information sur le statut par l'abrogation de l'article 50 qui interdit la diffusion de la loi ; le droit à l'objection à tout moment y compris pour les soldats et les réservistes.

Le MAN rappelle en conclusion que l'objection ne relève pas seulement d'une morale de conviction, mais aussi d'une morale de responsabilité : «les objecteurs veulent assumer leurs responsabilités civiles et notamment celles de

Le rassemblement contre la répression des objecteurs qui se tiendra les 15 & 16 avril à Lyon, dira sans doute, si les objecteurs sont prêts à dépoussiérer le mythique rapport de force, auquel certains croyaient encore ces derniers temps.

Ce sera, en tout cas, le préalable à de nouvelles concertations entre les différentes tendances du mouvement objecteurs et l'ultime chance pour ne pas faire sombrer l'objection dans le désintérêt et l'oubli.



la défense par d'autres moyens que la violence. Ils veulent effectuer un travail pacifique en s'attaquant avec détermination à la violence des situations d'injustice, d'exploitation ou d'exclusion de l'homme par l'homme (...) mais ils prétendent aussi contribuer à la défense de la nation par la mise au point de techniques non-violentes.»

Aiguillonnés par la répression, l'objection en France est redevenue dynamique. Les problèmes ne sont pas résolus pour autant entre ceux qui, d'accords pour dénoncer l'instauration d'un service civique, jugent nécessaire la négociation d'un nouveau statut (FEDO, CCSC, MAN) et ceux qui le refusent (CLO et objecteurs libertaires). Profitant de l'échec de la stratégie des CLO, l'autre tendance de l'objection, plus crédible politiquement, pourrait bien ravir à ces derniers le leader ship de la lutte des objecteurs. Les CLO qui ont, par le passé, maintes fois bloqué les débats, pourront continuer l'énorme travail d'information qu'ils ont déjà accompli, mais ils devront compter désormais avec leurs frères-enemis pour restaurer le «rapport de force» dont les procès prouvent aujourd'hui le grave état de dégradation.

Yves-Bruno Civel

Les textes cités sont disponibles aux adresses suivantes :

CLO BP 103 75522 Paris Cedex
FEDO (3 textes) 54 rue de la hache 54000 Nancy.

MAN : 20 rue du Dévidet 45200 Montargis.

Pour une vue d'ensemble du problème de l'objection aujourd'hui, on pourra lire le dossier GO-CNV paru dans le numéro 188 du 15.12.77, disponible au journal (5f)

A PROPOS DE LA CHRONIQUE DES INSURGÉS

Devant le nombre croissant de procès antimilitaristes, la Chronique des insurgés, qui se proposait d'exposer les cas des personnes en but à la répression militaire, est devenue un carnet d'adresses et de contacts permettant aux militants de s'entraider, face à la répression. A la demande de nombreux lecteurs, la Chronique est «partie» sur le Terrain, ou chaque insurgé est surmonté du numéro du département dans lequel il vit ou dans lequel son procès se tiendra. La localisation des insurgés n'excluant pas le soutien national, cette façon de procéder nous a paru plus «opérationnelle» !

Les cas spéciaux et urgents, ainsi qu'une réflexion sur les différents problèmes de l'objection et de l'insoumission seront désormais traités dans d'autres articles.

MODALITES PRATIQUES

Rendez-vous le samedi 15 à partir de 12 h au centre Pierre Valdo (176 rue Pierre Valdo, Lyon 5e) (voir moyens d'accès).

- essayer d'amener vos repas, ça simplifie.
- dites-nous si vous pouvez coucher ou camper, de toutes façons amenez vos duvets.
- renvoyez-nous le bulletin, ça nous permettra de prévoir les modalités d'accueil.

MOYENS D'ACCES

Par le train : à la gare de PERRACHE prendre le bus 30 (sur le quai de Saône) - descendre à l'arrêt «la plaine».

en voiture :

- en venant de Paris par l'autoroute : sortie «TASSIN».
- en venant de Marseille : sortie «TASSIN» après le tunnel autoroutier.

Puis demander la place du «Point du Jour» (Lyon 5e). Le centre Pierre Valdo sera fléché à partir de cette place.

Contactez le GARM, 6 place Ferdinand Rey, 69001 Lyon, Tel : 16 78 27 16 41 (matins avant 10 h). Date limite d'inscription : 9 avril.

Appel

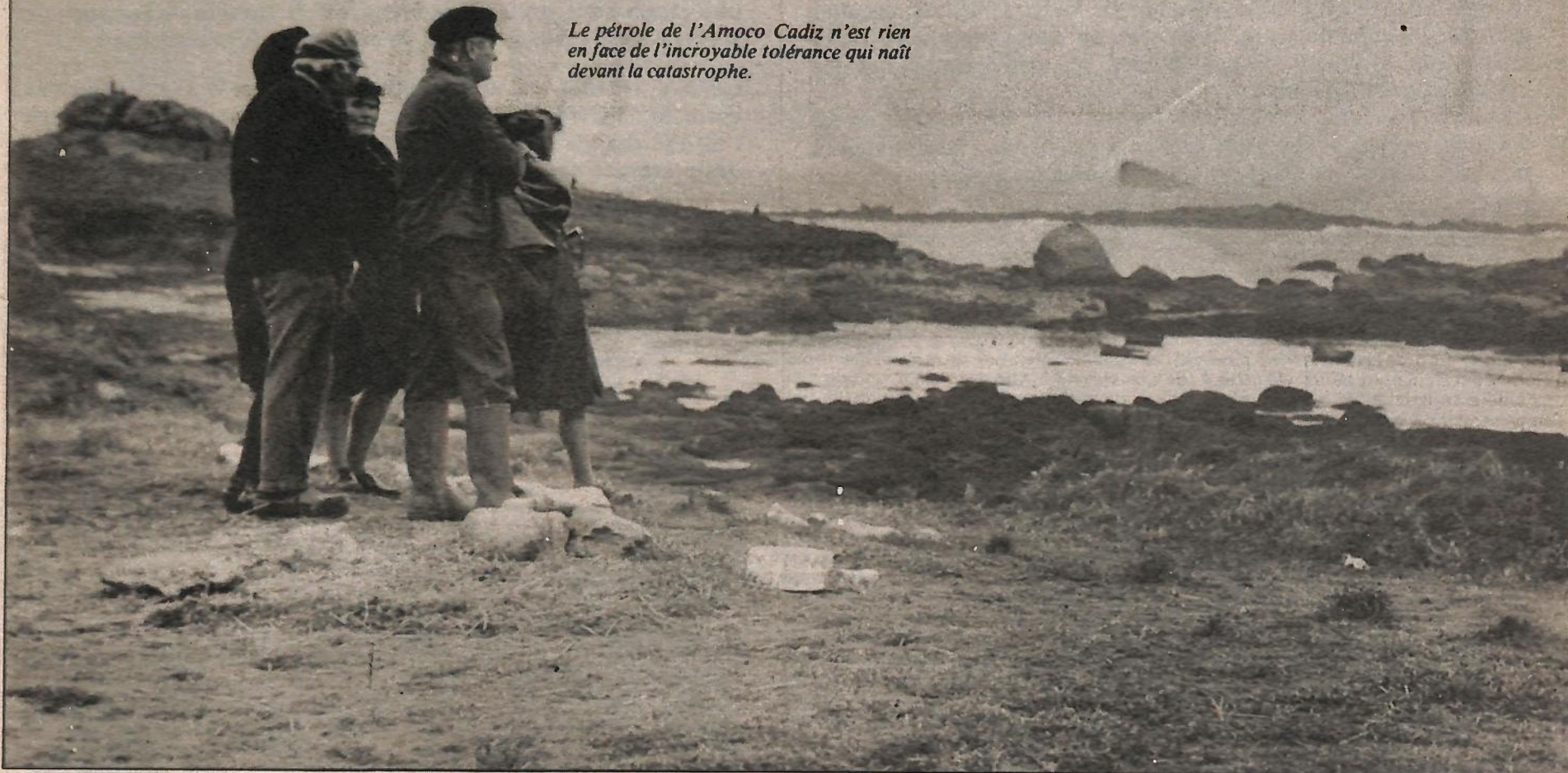
Gérard Loos a été condamné, en appel, à 6 mois de prison dont trois mois ferme. A travers cette condamnation ferme, les 80 procès depuis septembre 77, les procès en appel d'objecteurs condamnés à la prison ferme en première instance, ou par appel à minima du procureur, c'est tout le mouvement objecteur qui est visé.

Face à la faiblesse des ripostes aussi bien locales que nationales, «LA GUEULE OUVERTE-COMBAT NON-VIOLENT» et «OBJECTION» appellent à un rassemblement national large et ponctuel de tous les objecteurs et sympathisants, les 15 et 16 avril à LYON.

Ce rassemblement devra déterminer les moyens à prendre pour une riposte nationale.

RASSEMBLEMENT NATIONAL
LES 15 ET 16 AVRIL A LYON
Centre PIERRE VALDO- 176 rue Pierre Valdo (Lyon 5e) à 14 h

A CONTRE-COURANT



Le pétrole de l'Amoco Cadiz n'est rien en face de l'incroyable tolérance qui naît devant la catastrophe.

Photo : Weiss

Voilà deux mois je rentrais du Sahara Occidental, de l'Ouest Algérien.

J'ai été pris d'étranges vertiges à cette place terrestre où la nature, dans son incroyable phase désertique, a imposé une certaine grandeur à l'homme qui l'habite. Il semble que les peuples des palmeraies (de quels paradis étaient ils chassés?) aient inventé la «reconnaissance». Pas moins.

J'entends qu'ils ont découvert la place, leur place humaine, dans un espace qu'aucune conquête ne conquerra.

On n'humanise pas les sables du désert, on se contente de se lover dans le respect et l'attention, créant une technologie (un rapport société / nature) dont l'expansion se résorbe par l'efficacité. On demande peu, pour recevoir beaucoup. Au milieu des sables, au milieu du règne minéral où luisent les gypses et les quartz, ce qui brille le plus c'est: l'ilot de palmiers, le village (le Ksar) de terre rouge, la luxuriance qui jaillit autour de

l'eau déversée par les Séguias ces canalisations en pierre ou en bois qui promènent l'eau dans les oasis.

Le contraste est total, la tension entre le milieu humanisé et l'«ailleurs-nature» est extrême. Pas étonnant que la flèche échappée de l'arc nature / culture, si tendu, atteigne son but. Non qu'elle l'atteigne parfaitement (la perfection existentielle n'est qu'un leurre pour ceux qu'effraie le continuel devenir du vivant) mais elle réalise, ici et maintenant, un lieu de vie. Un lieu de vie c'est un lieu où l'avenir est possible, un lieu qui donne à la pensée les conditions de s'épanouir. Pour cela il faut une autre chose essentielle: la différence.

Avec la différence: l'instable, le déséquilibre, le multiple.

Il faut passer du cyclamen, si voluptueux, à l'austérité d'un cristal quelconque. Dans ce jeu où l'autre change sans cesse de visage, de signification, c'est sa propre image, son propre sens qui s'affirme.

Mais venons en à l'occident, venons en à cette terre de France nivelée par le bas et la guerre. Venons-en à cette terre, aujourd'hui, souillée sur ses côtes ouest par le pétrolier d'une multinationale.

Côté symbole, l'affaire vaut son pesant! La culture Bretonne (ses vestiges) la nature Bretonne sont blessées, une fois de plus, au nom de l'expansion nationale ici internationale.

Même la radio et la TV disent «aidons les Bretons!» Nommer, et c'est rare, la différence, traduit une extériorité étrange. Le pétrole ce n'est pas nous, les Bretons ce n'est pas nous, les cormorans ce n'est pas nous, la mer ce n'est pas nous... Que reste-t-il à «nous», sinon le statut de spectateur, de supporter, d'adversaires, de compatissants?

Une Bretonne me racontait son inquiétude en ces termes: «Il y a 20 ans on n'aurait jamais seulement pensé qu'une pollution de la mer, comme celle là était possible». Aujourd'hui cette catastro-

phe, si choquante soit-elle (plus pour longtemps! sauf pour ceux qui ont les pieds dedans) est à classer au rang du spectacle. Comme le sont les guerres qui se passent ailleurs, comme le sont les torturés des autres pays (c'est pas ici l'Argentine), comme le sont les génocides des baleines (une baleine c'est pas un homme; la valeur de base c'est le bonhomme et encore pas n'importe lequel: Aldo Moro, Empain, un mineur de l'Ecuador, une emprisonnée de Fleury) L'Etat a d'ailleurs réagi impeccablement dans sa logique de déresponsabilisation. Ses appels au «parons au plus pressé, nettoignons les côtes» ne sont pas dénués d'intentions autrement «veillantes».

Avec le problème de l'Amoco Cadiz, il s'agit que les Bretons et le reste du pays ne s'interroge pas sur la nature profonde de la catastrophe. Il s'agit d'éliminer du problème ce qui en constituerait le point de départ d'une réflexion subversive. Ne sommes-nous pas en face d'un tribut désolant, évitable, mais ô combien participant du «Progrès»? Il faut que l'affaire devienne, au moins pour ceux qui ne la vivent pas directement, un spectacle émotionnel.

«Pauvres Bretons, pauvres cormorans, pauvres plages... bien content de ne pas être à leur place!». Et au cas où l'on voudrait se trouver à leur place: dissuasion. «N'allez pas gêner les travailleurs» dit l'Etat. «Nous sommes là pour nous occuper du problème avec nos braves gars du contingent, avec notre fric». Si l'on est pas convaincu de cela, on peut toujours s'interroger sur la présence des cars de gardes mobiles à proximité de plusieurs carrefours qui conduisent aux points chauds dans la lande Bretonne.

Voir encore avec quelle «fougue» les media officiels ont lancé leurs diverses assistances aux Bretons. Il y a là, évidemment, la marque d'un altruisme loin d'être condamnable, il y a surtout l'exacte mise en scène d'un événement comme «spectacle». Spectacle qui reviendra! car, de répétitions générales en répétitions générales, les programmateurs finiront par être au point dans leur grand numéro du lavage des côtes (seul les macareux disparus ne joueront plus, mais vous avouerez, ces différentes espèces d'oiseaux c'est encore un truc d'ornithologue vicieux, moi je ne vois que des mouettes!).

Rien n'est fait pour éviter, pour penser la catastrophe à sa source. Cette présence de la laideur n'apportera même pas l'occasion de causer «vie».

Nous annonçons la fin du monde?

Photo : Weiss





Photo : Weiss

Mais la fin du monde, ne croyez pas qu'elle commence à l'heure H! Elle cerne déjà tous les bons abrutis qui s'empresent de tourner la tête et de dire: «Là, au moins, à part ces 12 kilomètres de côtes totalement détruites, on pourra continuer à faire du dériveur».

Cette marée noire, cet empoisonnement, cette mort de l'autre (bêtes comme nature) nous la vivons chaque jour globalement. Le pétrole de l'Amoco Cadiz témoigne de façon limitée et palpable de la pollution totale qui affecte notre sphère vitale.

Demain on préparera les sauvetages pour accident nucléaire (spectacle autrement grandiose!). Cette société tolère tous les risques au prix de sa «sécurité». Entendez par là: la stabilité de son expansion, la continuité de sa puissance névrotique. Y a-t-il encore une voix, entendue, dans ce monde, qui dira après mille voix reniées qu'il est temps d'arrêter?

La démagogie n'est plus à l'ordre du jour. Quels que nous soyons, nous ne pouvons plus accepter de vivre ce siècle. C'est à notre imaginaire que nous devons cette exigence, ce constat inouï. Nous refusons d'adapter notre goût à l'eau pétrolée.

Il n'y a plus d'échappatoires. Tel est le message réel du pétrole échoué.

«Vous voulez des preuves, en voilà! et 230000 tonnes de mazout argumentent les thèses de ceux que l'on avait réduits à n'être que des prophètes de malheur». Le malheur est là.

Seul, dénoué, exorcisé, écrasé par la lutte de tous sur tous les fronts.

Il faut aller loin, avec audace, dans la pensée de lutter, dans les actes d'engagement. Ne pas craindre de refuser le politicien de la gauche / droite, les prétendues aspirations des masses, la délégation des désirs. Il faut aller très loin et même trop loin.

Aller trop loin, c'est par exemple parler de non-violence. Aller trop loin, c'est oser critiquer une action sans avoir autre chose à proposer. Aller trop loin, c'est dire «Je vous accuse, vous qui balancez des pierres sur les flics, de perdre le combat». Aller trop loin, c'est dire «vous syndicalistes qui corporatisez, sectorisez les discours, vous trahissez l'ampleur du débat». Aller trop loin, c'est dire: «il n'y a pas d'autogestion des foules, il faut aujourd'hui des créateurs».

Aller trop loin, c'est dire que seul, dans ses reflets d'actes un peu conviviaux, se situe le possible d'une lutte. La seule autonomie c'est celle qui prend acte de la nécessité de la relation. Lorsqu'une foule (comme celle de Brest lundi dernier par exemple) aura un gramme de fonction collective, un gramme d'imagination délurée, un gramme de courage ou de désintérêt, on n'assistera plus à la présence d'un discours débile (aussi gentil soit-il) et de l'alternative jet de pierre sur les CRS (aussi motivée qu'elle soit).

Nous ne sommes pas sur terre pour gagner une quelconque guerre mais pour instaurer ce lien, ces relations conviviales, qui libèrent par leurs richesses, leurs diversités. Il s'agit de vivre un conflit dont la solution peut sembler totalitaire: créer une force où se mêlent l'amour et le respect. Ce combat contre les socio-cultures qui l'ont provoqué n'aboutit que par sa vérité. La vérité c'est un cormoran à l'œil vif qui plonge dans un océan d'eau pure. La vérité c'est ce qui se devine devant le pétrole engluant jusqu'à nos révoltes.

Il n'est pas tant d'abattre Shell (si terroriste soit-elle) que de vouloir un monde qui empêche la présence de la Shell, et le pouvoir...

Nous avons nos palmeraies à inventer.

Asselin



Photo : Weiss

LE GROUPE POSEIDON:

NON AUX CRS DE LA MER !!

Après avoir enquêté sur les lieux de l'accident et compte tenu de l'expérience de précédentes marées noires,

* Le problème des pavillons de complaisance est réel, mais il n'est pas déterminant dans l'affaire de l'Amoco Cadiz. En effet tous les marins étaient italiens et ils m'ont déclaré que leurs salaires étaient équivalents à ceux pratiqués sur les bateaux de leur pays d'origine. Il semble donc qu'il ne s'agit pas, comme beaucoup l'ont dit trop rapidement «d'équipage mal payé, sous qualifié et hétéroclite». D'autre part l'Amoco Cadiz n'était pas vieux. Construit il y a cinq ans il aurait été révisé en octobre dernier à Rotterdam. Si la France n'utilisait pas elle-même des pavillons de complaisance, elle serait plus à l'aise pour pouvoir les critiquer. Il est quand même bon de rappeler qu'une société libérienne a été créée pour le compte de la banque Worms. Or, la compagnie navale des pétroles, filiale de la compagnie française des pétroles (CFP), a fait passer plusieurs navires sous pavillon libérien, dont le «Vega» en 1976. Ces bâtiments sont utilisés sur les mêmes lignes par la Mastracor qui est la filiale libérienne de la compagnie navale des pétroles à Monrovia. On sait aussi que l'Olympic Bravery, construit en France pour un pavillon de complaisance s'est échoué sur nos côtes en sortant de nos chantiers.

* L'Amoco Cadiz n'était pas trop près de la côte lorsque l'accident de gouvernail s'est produit... encore que l'éloignement des routes maritimes ne soit pas une panacée. En effet, s'il est possible au large du Finistère, il en va autrement dans la Manche pour des raisons techniques: faibles profondeurs, présence de bancs de sable... ou géographiques: ports pétroliers à la côte: Antifer.

* Une avarie de barre peut se produire sur n'importe quel pétrolier. Si de puissants moyens de remorquage ne sont pas immédiatement disponibles, la catastrophe peut

se renouveler très prochainement.

* Le terminal pour pétroliers géants du Havre (Antifer) qui reçoit des mastodontes de 500 000 tonnes et plus ne dispose pas d'un navire spécialisé dans la lutte contre les sinistres maritimes. Pourtant un tel bâtiment est une nécessité au Havre et il pourrait intervenir en Manche puisque cette mer est une véritable autoroute maritime et que, comme telle, les risques y sont statiquement importants (incendie, collision, échouage). Le financement de ce navire n'est toujours pas décidé, le Ministère de l'environnement l'a confirmé il y a très peu de temps.

* Pour ce qui est du Plan Polmar, nous souhaitons que ses responsables publient une liste exacte des moyens mis en œuvre. Il apparaît d'ores et déjà que l'on utilise actuellement près de 200 tonnes de produits dispersants ou détergents par jour. Parmi ceux-ci, le BP 1100 X, le WD ainsi que le Finasol OSR 2. Je les ai vus répandus par une simple lance à incendie alors que l'épandage devrait se faire au moyen de rampes et que certaines quantités ne doivent pas être dépassées compte tenu de la quantité d'eau de mer traitée. Nous avons dénoncé, preuves à l'appui, l'emploi de ces produits lors de la marée noire du Chaumont et du Peter Maersk en 1974 en baie de Seine.

Quant au texte des Amis de la Terre «Boycottons Shell», publié le semaine dernière par la GO CNV, il appelle quelques commentaires. Amicalement, et en deux mots, je relèverai (encore une fois sans vouloir engager la moindre polémique) qu'il appelle à la création de CRS de la mer et au développement d'un Etat fort et policier.

Exemple: «droit de passage». Ce mot est lancé sans explication alors qu'il signifie purement et simplement la fin de la liberté de se déplacer en mer. Une centaine de détroits deviendraient ainsi des zones de péage com-

me les détroits artificiels (Suez, Panama...)

Autre exemple: «renforcement unilatéral des droits de la France sur la zone des 200 milles». Une notion contestable est ainsi acceptée sans discussion. Etendue au monde entier (comme le droit de passage), c'est la privatisation de la mer.

Dans le concert des communiqués de circonstance chacun veut parler de tout, bénéficier de l'émotion créée par l'accident. Aux Amis de la Terre comme ailleurs, on s'est dit: «Il y a sûrement quelque chose à faire, quelque chose à dire, vite et net. Agissons d'abord, on réfléchira ensuite.»

Et bien sûr, partout, on rassemble des informations pour pouvoir ensuite parler à la télé ou à la radio; diffuser son image de marque en quelque sorte.

Le texte des Amis de la Terre, improvisé à Paris, loin de la mer, même s'il est l'œuvre de gens de bonne volonté, ne suffit pas. Mis à part l'intérêt du boycott, il rejoint l'autoritarisme de tous ceux qui souhaitent une mer quadrillée de frontières. Sachez-le: les 554 000 tonnes qui viennent à Antifer ont double hélice et double gouvernail. Et même s'ils ont double coque, personne ne peut arrêter cette masse si elle se dirige vers la côte à pleine charge. Aussi toutes vos mesures réformatrices et répressives seront adoptées un jour ou l'autre; elles ne résoudreont aucun problème.

Quand je survole la mer, ou quand mon regard se pose sur elle, comme c'est le cas au moment même où j'écris ces lignes, je ne vois pas encore de tours, de frontières ou de barbelés. Mais pour combien de temps encore? En attendant, pensez à la terre, morcellée et inerte, sur laquelle on ne peut plus faire trois pas sans être contrôlé.

Mon choix est fait: je reste les pieds dans l'eau.

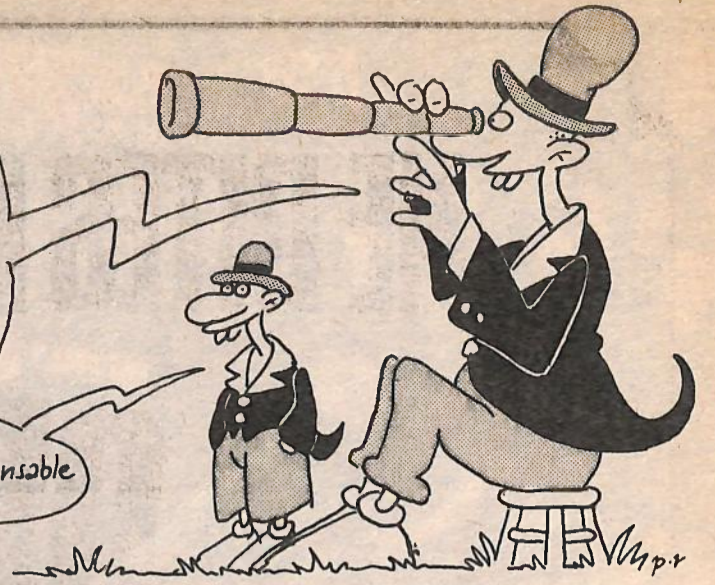
GILLES KLEIN

Le groupe Poseidon diffuse les autocollants: Marins-pêcheurs, écologistes Combat pour la mer. 10cm: 2f, 19cm: 5f, ainsi que des enveloppes: 15f les 100. Prix dégressif par quantité. Commande: 10 rue Pierre Faure 76600 Le Havre.

C'ÉTAIT MARQUÉ SUR LE JOURNAL

La seule
revue de presse
qui vous évite d'
avoir à lire "le Monde"
tout en vous permettant
de briller en société
en faisant semblant
de l'avoir lu...

Indispensable



UN œil braqué sur la marée noire, l'autre sur les allées et venues des éminences politiques à l'Elysée, on a du mal à surveiller toute l'actualité à la fois...

Il s'en passe de ces choses! Même l'épiscopat français s'agite dans son bénitier: la relance des vocations sacerdotales serait son souci prioritaire, titre *Le Monde* du 1^{er} avril (non, nous ne céderons pas à l'humour facile qui consiste à se demander si c'est un poisson d'avril).

Les hauts dignitaires du régime profitent donc de leur navette à l'Elysée pour multiplier les déclarations: « M. Chirac émet des réserves sur l'ouverture politique au Parlement » tandis que M. Chaban Delmas précise que « sa candidature à la présidence de l'Assemblée nationale n'est pas téléguidée ». Marchais tient à faire savoir qu'il est dans l'opposition... Mais Fabre, lui, trouve que Giscard est un auditeur attentif.

François Ceyrac aussi, le patron des patrons, y est allé de sa petite phrase: « Le patronat est rassuré et inquiet ». La schizophrénie guette-t-elle ledit patronat?

Et bien sûr, dans la presse, on continue à tirer le bilan des élections et à se demander pourquoi la gauche a perdu... La palme de la semaine revient Philippe de St Robert qui, dans *Le Monde* du 30 mars, pose la question de savoir si le président de la république est Hamlet ou Créon: « Je dirai, on peut cumuler... »

On mesure la qualité d'un penseur politique à la grandeur de ses métaphores...

AU BAR ET DANS LA SALLE

« L'Etat français se met trop en avant dans les ventes d'armes à l'étranger. Il conçoit les matériels, il les fabrique en série, il prospecte la clientèle, il est, dans une certaine mesure, son propre organisme bancaire prêteur à l'exportation, et son propre assureur. Il commercialise ses produits lui-même ou par l'intermédiaire de sociétés qu'il contrôle. Il garantit le service après-vente. Il forme les personnels étrangers. »

« Dans un rapport établi il y a deux ans, l'inspection générale des finances avait déjà attiré l'atten-

tion du gouvernement sur les dangers d'une telle situation: l'Etat est placé en première ligne, dans des marchés parfois scabreux, où il engage sa réputation. » (*Le Monde* du 31 mars)

Qui aurait pu croire à ces accès de vertu de la part des fonctionnaires de l'Inspection des Finances? En tous cas, leur mise en garde n'aura servi à rien puisque, précise notre confrère, un décret du Ministre de la défense « prévoit que quatorze fonctionnaires, civils ou militaires pourront être détachés, avec l'approbation du gouvernement, auprès de la Société Française des Matériels d'armement (SOFMA) pour y servir comme directeur général ou directeurs, chefs de missions à l'étranger, ingénieurs ou techniciens. » jusqu'à présent, les personnels des entreprises d'armement étaient d'anciens cadres de l'armée. Désormais, ce seront aussi des fonctionnaires, nommables et révocables par l'Etat.

A quand l'Etat cumulant les fonctions de l'exécutif, du législatif et du judiciaire? Président, encore un effort pour être Empereur.

On ne sait pas si c'est ça qui décourage la jeunesse, mais près de la moitié des jeunes de douze à dix-huit ans sont déjà fumeurs, titre encore *Le Monde* du 1^{er} avril. « Ces jeunes consommateurs sont quelquefois de gros fumeurs: à seize ans et demi, 15% des garçons fument quotidiennement plus de quinze cigarettes, et un an plus tard, cette proportion a doublé. Pour les filles, le phénomène est le même, mais légèrement atténué. » (Chiffres recueillis par la SOFRES à la fin de 1977) Sans commentaire.

L'OR ET LE NOIR

De temps en temps, on tombe sur une nouvelle réconfortante. Par exemple il vient d'être établi que le turfiste paye 2% des dépenses agricoles: « En 1977, l'Etat, qui par son prélèvement sur les jeux est le seul vrai gagnant des courses, a perçu d'elles 2 861 millions de francs, soit 22% du montant total des dépenses budgétaires du ministère de l'agriculture. Faisons amende honorable: Hortensia II, Fleur de Nénuphar ou Grandpopol, dont les ahans contribuent pour un cinquième à l'édification des montagnes de beurre et autres

monuments secourables de notre politique agricole, méritent mieux que les coups de cravache de leur jockeys. » (*Le Monde* du 15 avril)

Quant au loto, il fait 65 millions de francs de recette par semaine. Le journal ne dit pas à quel usage l'Etat affecte cette manne, mais il y a gros à parier que ça doit tomber encore dans des caisses louches.

A moins que tout ce fric serve en partie à payer les frais du plan Polmar puisque, chanceux que nous sommes, nous n'aurons pas d'impôt marée noire à verser, d'après la déclaration faite par M. Marc Becam, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur.

« Si, malgré les aides, il y a un complément à verser, c'est la nation qui s'en chargera. Le coût des opérations terrestres s'établit actuellement à un million de francs par jour pour le seul département du Finistère. » (*Le Monde* du 31 mars)

Il paraît que les assurances vont jouer dans ce domaine. A-t-on jamais vu un assureur se délester sans résistance des sommes qu'il doit?...

Pour le moment, les parties en sont à se rejeter la responsabilité à la face: la Shell affirme qu'elle n'a aucune responsabilité dans l'affaire parce qu'elle n'est ni le propriétaire ni l'armateur de l'Amoco Cadiz... D'après elle, la responsabilité reviendrait à l'armateur Amoco ou au commandant du navire.

Comme un malheur n'arrive jamais seul, on apprend que le programme nucléaire suédois doit être poursuivi. C'est du moins la conclusion de la commission sur l'énergie constituée en 1977 pour définir les orientations de la politique énergétique suédoise jusqu'en 1990. La chose en soi ne mériterait pas d'être signalée si on n'avait pas cru, un instant, que la victoire d'un gouvernement centriste en 76, à forte tendance anti nucléaire, n'empêcherait la poursuite dudit programme énergétique. Encore raté!

Enfin, la Marina-Baie des Pharaons ne sera peut-être pas construite. Les travaux sont suspendus sur le plateau des pyramides, a annoncé un certain Monsieur Ramsès Sino, ministre de quelque chose au gouvernement égyptien.

Catherine Decouan

Ecologie N+1

Le projet « Ecologie N + 1 », c'est le premier pas d'une démarche pour vivre juste. C'est l'écologie vivante aujourd'hui. C'est, chaque semaine dans « GO-CNV » des adresses, des rencontres, des actions, pour préparer jusqu'à l'été où il faudra passer à l'acte, la construction de la société écologique.

LIEUX DE RENCONTRE

83

Bernard Limorte: Immeuble « Le Verdun », 25 Ave de Verdun, 83700 Saint Raphael
Marc Fissore: Impasse Rolle, La Loubière 83000 Toulon.
Pierre Guillotin: Les Blaquières, Le Flayosquet 83780 Flayose
Jean Baptiste Lassus: 9 place d'Armes 83000 Toulon
Daniel Manéra: 84 Grande Rue, 83136 La Roquebrussanne.
René Tua: Résidence les Pins, 83250 La Londeles Maures.

84

Baptiste Desclozeaux: Campagne Gondard, 84120 Pertuis.

06

Jacques Jourdanet: Ecole des Plans, 06770 Gattières Tel: 08 64 04
Christian Vernet: Les Loves, Barelis 06470 Guillaumes
Patrick Jaquet: 18 rue Assalit 06 Nice.
Daniel Costa-Gamma: Pomicharles Albert 06830 Giffette.

13

Amis de la Terre: 140 rue du Bourg Neuf, 13300 Salon de Provence.
Jean-Claude Le Boulch: « La Baumetane » 13680 Lançon de Provence.

04

Philippe et Odile Fradin: Le Paratonnerre 04480 Quinson

CONTACTS

83

Comité Anti nucléaire: c/o R Facon BP 68 83051 Toulon.
Jean Gérard Quero: Le Paradou, Montée de Costebelle, 83400 Hyères
Bernard Meunier: Le dragon, chemin de St Jaume 83300 Draguignan

06

Thérèse d'Arcangelo: « Les Bruyères », 1 Bloc B, Ave des Bruyères, 06500 Menton. Tel 33 65 58
Emmanuel Proust: Chemin du Taméyé 06560 Valbonne Tel: 67 02 65

13

Joël Cosquer: 8 Fontaine du loup, 13920 St Mitre les Remparts.

04

Alain Raymond: Courbons, 04000 Digne.

GRUPES ET ASSOCIATIONS

83

CLICAN (Centre Local d'Information et de Coordination pour l'Action Non violente): BP 253 83053 Toulon Cedex.

Centre des Mauquières: (groupe achat bio) 83 Villecroze.
René Lagadou: (groupe bio), rue Victor Hugo, 83 Salernes.
UD CFDT: rue F Pelloutier 83000 Toulon

06

Librairie Le Temps des Cerises: (comité antinucléaire): 50 Bd de la Madeleine 06 Nice.



NE DITES PAS "A BAS L'ARMÉE!"

DÉSERTEZ!

L'activisme non-violent depuis vingt ans

Récemment, dans la série de dossiers sur la non violence, Cédric présentait la communauté de l'Arche (*La Gueule Ouverte* n° 199). Aujourd'hui, nous avons recueilli le récit d'un ami de l'Arche de la presque première heure: pour lui, le contact avec Lanza del Vasto et ses compagnons a été, entre autres «déclis», un élément déterminant pour toute une vie d'activité non-violente. Avec lui, nous revivons plus de trente ans de bagarre pour la vérité, contre la brutalité, la guerre, les justices d'exception. Pendant que, ailleurs, d'autres fondaient le Mouvement Contre l'Armement Atomique (le MCAA, aujourd'hui devenu MDPL), pendant que le «père» Lecoin s'appuyait sur son journal *Le Réfractaire* et payait de sa personne pour obtenir le vote du statut d'objecteur, un petit groupe d'individus proches de l'Arche s'engageait au vrai sens du terme, pour dénoncer les horreurs de la guerre d'Algérie, la fabrication secrète de la bombe atomique française ou le viol de conscience fait aux objecteurs.

Ce ne sont pas seulement des anecdotes que nous raconte ici Jean-Pierre Lanvin: il s'agit d'un recensement de ce qu'a pu être la non violence active et des idées qu'elle peut donner à la lutte écologique. Les tactiques -ou techniques- de la non violence, réputées bien connues, semblent pourtant regrettamment oubliées: travailler en groupes restreints de gens qui se connaissent bien, utiliser l'effet de surprise en n'annonçant pas les actions à l'avance, rester calmes dans tous les cas, déconcerter l'adversaire par une attitude digne, une discipline dans la désobéissance, faire preuve d'imagination... Autant de principes de base qu'il serait bon de reprendre.

Dans un prochain numéro, Mireille Debard nous racontera comment, avec la complicité du même Jean-Pierre Lanvin et d'autres joyeux désobéissants, le groupe lyonnais du GARM (groupement d'Action et de Résistance à la Militarisation), après avoir dénoncé le PC atomique du Mont Verdun, a mené une vigoureuse campagne contre les tribunaux militaires.



Jean Pierre Lanvin avait vingt ans pendant la guerre de quarante... je vous laisse calculer son âge. Il le porte bien. Une tendresse mélancolique fait le charme de son regard bleu. Extrême gentillesse et modestie complètent le personnage qui habite une grande maison romantique dans la banlieue lyonnaise. Mais oui, c'est un héros de roman que je vous présente. D'un beau roman, celui qui a mené la non violence jusqu'à nous à travers des périodes difficiles, périlleuses mais riches d'invention. Quand je lui ai demandé de me raconter l'itinéraire d'un militant non violent durant les quelques trente dernières années, il m'a répondu :

antimilitariste à l'époque, du moins résistant à la guerre, résistant au militarisme. Notre régiment a délivré le ballon d'Alsace. Nous avons donc connu des choses assez sérieuses. Je me souviendrai toujours de m'être retrouvé dans un poste de secours, avec un jeune allemand que j'avais blessé et qui m'avait blessé. Il y avait là des blessés graves. Une belle américaine aux ongles peints déroulait les bandes, ça pétaradait dans tous les coins. Pittoresque !... Le jeune allemand et moi, pas intéressants parce que légèrement blessés, nous attendions dans un coin, sur un banc. Il devait avoir dix sept ans et moi j'en avais tout juste vingt. Nous nous sommes regardés. Je me souviendrai toujours de ce regard :

te sur le monde extérieur, à l'époque, c'était la guerre d'Algérie. Et puis il y avait aussi la bombe atomique qui commençait à être fabriquée tout près, à Marcoule et Pierrelatte. On s'est donc mis à travailler dans une certaine direction, à quelques uns : puisqu'on parle de non violence, comment ne pas faire seulement de la non violence intellectuelle et spirituelle, mais aussi une non violence pratique ? Surtout que parmi les jeunes qui passaient ou qui entraient à l'Arche, beaucoup avaient vingt ans et étaient directement concernés par ce problème de la guerre d'Algérie. Il nous fallait avoir une réponse. Beaucoup disaient : « moi, je ne veux pas y aller ». C'était bien joli, mais il n'y avait pas de service civil, à l'époque !

Bollardière commençait à faire parler de lui

On a fait deux actions, parmi les premières à ma connaissance. D'abord le jeûne contre les tortures. On commençait à être au courant de la pratique des tortures : Bollardière commençait à faire parler de lui dans *L'Express* après avoir dit zut à Massu et avoir passé quelques mois en forteresse. Et puis il y avait Robert Barrat (qui faisait partie des *Fraternelles de Foucault*, proche de Massignon) qui avait connu de près la torture en Algérie et avait sorti un dossier assez effrayant.

Lanza et deux de ses compagnons dont Pierre Parody, actuellement à la tête de l'Arche, ont alors fait un jeûne de quinze jours dans une banlieue ouvrière, en plein milieu algérien. C'était dans un baraquement assez sordide, et ça a fait du bruit. On a distribué 150000 tracts. Les personnalités venaient soutenir : Mauriac, l'Abbé Pierre, même un ministre est venu nous voir, je ne sais plus lequel. Toujours est-il qu'on a pu avertir l'opinion. Lanza a été inquiet, convoqué au Quai des Orfèvres vers la fin de son jeûne, il était d'ailleurs assez faible, pour s'expliquer sur le tract. Les journaux nous ont un peu aidé, *Combat*, *Le Monde*...

tous suspects

La deuxième action, c'était la campagne sur le camp d'internement des algériens. Dont celui du Larzac en particulier. On y enfermait tous les algériens « suspects ». Et à l'époque, il suffisait de se promener le soir en rasant les murs pour être suspect... Jo Pironnet qui faisait des conférences sur la non violence, en professeur qu'il était, un beau jour a été interpellé par un gars qui lui a dit : tu fais des beaux discours, mais à côté il y a un camp, qu'est ce que tu en penses ? Ça a été pour lui le point de départ. Il a



Lanvin traversant Lyon déguisé en prêtre... c'est une aventure du GARM.

- Je ne sais pas si je suis militant, je ne sais pas si je suis non violent !...

Mais il a bien voulu prendre la peine de revivre pour nous ses actions en non violence.

nous nous sommes regardés

Lorsque j'avais vingt ans, c'était la guerre, la fin de l'occupation, et je rêvais de voir autre chose que ce petit milieu bien chaud qui était le mien. Tout feu, tout flamme, je suis parti au maquis. Le maquis du Morvan... ma vie a avancé comme ça, par touches successives, en participant aux événements.

Un peu par l'absurde : c'est en faisant la guerre que je suis devenu résistant à la militarisation, c'est en faisant l'école coloniale que je suis devenu anticolonialiste ! Parce que j'ai préparé l'école coloniale ! Toujours pour les mêmes raisons : sortir du milieu familial douillet, le rêve, les petites îles... Mais j'ai interrompu ces études parce que c'était la guerre : je sentais que les événements de l'actualité étaient forts et je voulais y participer.

Je suis donc parti rejoindre un ami au maquis du Morvan, avec l'idée d'en découvrir, bien sûr. Mais manque de pot, je suis toujours arrivé avant ou après les coups durs ! Alors quand la Libération est arrivée, que le colonel est devenu préfet, qu'on nous a mis des bandes molletières, et puis encore qu'on défilait pour faire vibrer le cœur des dames avec des drapeaux, moi ça ne m'intéressait plus du tout. J'ai fichu le camp : j'étais déserteur. J'ai rejoint alors un régiment « sérieux », le 8^e chasseur d'Afrique qui passait par Dijon pour faire autre chose que la gueguerre. C'est au bout d'un an dans ce régiment que je suis devenu, sinon absolument

c'est là qu'il y a eu pour moi un premier déclic, que je me suis demandé s'il n'y avait pas d'autres solutions, d'autres moyens que les armes, la guerre, pour régler les conflits. C'était encore très flou, mais j'ai pris conscience de l'absurdité de la situation.

Quelques mois après, je me suis retrouvé en Allemagne. On traversait des villages auxquels on avait mis le feu. On voyait des femmes, des vieillards, des enfants quasiment à genoux devant nous, pour nous supplier d'éteindre les flammes. Et nous, on passait, imperturbables, sans détourner la tête. Ça, moi, le soir ça m'empêchait de dormir. Moi qui étais parti avec un esprit chevaleresque, ça n'allait plus du tout. Quand j'étais parti, j'avais dans ma musette un livre : *L'appel des armes*. En revenant je n'avais plus le même livre ; j'avais *Le pèlerinage aux sources*, de Lanza del Vasto. Tu vois l'évolution.

une non violence pratique

Ça a été alors l'époque, pour ce chrétien « en recherche », pour ce jeune idéaliste, des grandes « rencontres » : Lanza del Vasto, Louis Massignon, que Lanvin définit comme « un grand érudit islamisant ». Et puis une future compagne de vie, Malou, amie de l'Arche elle aussi. Mariage, quatre enfants coup sur coup. Époque des biberons et des couches. Re-casage dans la famille industrielle en tant que voyageur de commerce pour le chocolat.

- L'Arche, alors, prenait de la stabilité, après les difficultés que rencontre toute communauté à ses débuts. Un certain Joseph Pironnet était arrivé là dedans et il trouvait que la communauté, si elle était solide à l'intérieur, était peu ouver-

ACTION CIVIQUE NON-VIOLENTE

Secrétariat de l'Action : Marie FAUGERON, 106, rue Sadi-Carnot, VANVES (Seine) No 9 - Mars 1961
Secrétariat du Journal : Simone PACOT, Saint-Bierre, BOLLENE (Vaucluse)

« Ce que j'admire le plus dans le monde, c'est l'impuissance de la force pour organiser quelque chose. » NAPOLEON.

POUR UN SERVICE CIVIL. Plus qu'un appel : un engagement

Amis, Sans doute aurez-vous à répondre devant la Justice de votre signature. Chacun doit prendre conscience de ce qu'elle représente. L'interrogatoire de certains d'entre nous a été une excellente occasion.

Le juge d'instruction de Carpentras ayant ouvert une inculpation contre X pour atteinte à la Sécurité de l'Etat, la police judiciaire de Marseille a effectué des perquisitions, saisies de tracts et brochures au Secrétariat de l'Action Civique non violente, à

Bollène et à Paris ainsi qu'au domicile de Jacques Tinel le responsable parisien. Simone Pacot, Marie Faugeron, Jacques Tinel et Jo Pironnet ont été longuement interrogés. La question essentielle était toujours la même : reconnaissez-vous qu'il y a incitation de militaires à la désobéissance dans cette phrase de votre Appel :

« En cas de refus, pour sauver votre honneur et celui de votre pays, acceptez d'aller en prison plutôt que de faire le service militaire, tant que dure la guerre d'Algérie. »

INCITATION A LA DESOBEISSANCE ?

Le refus de l'obéissance, c'est le refus de la clandestinité et l'acceptation des sanctions montrent que le principe de l'autorité de la loi n'est pas mis en cause. Par ailleurs, cette phrase de l'Appel s'adresse seulement aux jeunes qui déjà refusent au nom de leur conscience de participer à la guerre d'Algérie. En fait, plutôt qu'une incitation à la désobéissance, c'est une incitation au choix de telle forme de

SOLIDARITES DE CEUX QUI SE METTENT DANS L'ILLEGALITE

Nous aurions pu nous déclarer solidaires des jeunes sans les appeler à agir dans ce sens. D'un côté leurs actes, de l'autre nos paroles. Mais nous croyons devoir agir nous aussi, avec eux. Nous ne voulons pas être des théoriciens qui jugent et jugent, appréciés et approuvés ; nous voulons être des collaborateurs de ceux qui agissent. Il s'agit de soutenir et de servir, non pas tellement ces jeunes dont chacun reste et restera seul face à son acte, mais plutôt la cause pour laquelle ils offrent leur liberté et peut-être leur vie. Nous leur demandons parce que cet Appel est un moyen de participer à leur acte, d'accorder notre action à la leur, d'offrir notre liberté avec la leur. C'est bien ainsi que les jeunes l'entendent. Pierre Bois-

gontier, Jack Muir, Victor Savary, Paul Grosz, Jean-Pierre Hémon, Jean Lagrave et Christian Fiquet ne sont pas venus à nous parce que nous les avons attirés, mais pour nous permettre d'accorder notre pas avec le leur. C'est là le sens vrai de l'appel : nous proposons aux jeunes de les soutenir dans leur action ; ils sont déjà loin devant nous ; les appeler, ce n'est pas les regarder passer avec admiration, mais prendre la route avec eux dans le même sens.

Dans la mesure où cet Appel met en cause la liberté de chacun des signataires et change quelque chose à sa vie, il a une efficacité réelle et vivante. Nous n'avons pas à nous défendre devant la Justice d'une telle efficacité. Notre action aura

ainsi une double conséquence, en organisant et coordonnant des gestes qui seraient restés individuels, elle leur donne une force et un relief nouveaux. Par le témoignage qu'elle constitue, elle provoquera certainement une prise de conscience qui aidera chacun à mesurer ses responsabilités et à voir plus clairement où est son devoir.

Mais la question revenait sous une autre forme : ne pensez-vous pas que cet appel aura tout de même pour conséquence d'amener des jeunes à désobéir alors qu'ils ne l'auraient pas fait ? Un appel signé par quelques dizaines ou quelques centaines d'inconnus ne semble tout à fait inefficace pour décider un seul jeune à réaliser un acte si important et si essentiellement personnel. Les jeunes militaires, spécialement, sont pris dans un tel climat et soumis à de telles pressions qu'ils ne peuvent s'engager dans la voie de cette désobéissance que par une décision intime, personnelle sans commune mesure avec un appel extérieur. Et pourtant cet Appel, ou plutôt l'action dont cet Appel n'est que l'expression, aura certainement une influence.

« En cas de refus, pour sauver votre honneur et celui de votre pays, acceptez d'aller en prison plutôt que de faire le service militaire, tant que dure la guerre d'Algérie. »

Vous, pour le moment, vous êtes mobilisés sur place, continuant votre travail. Peut-être un jour prochain certains d'entre vous devront assurer notre relève afin que l'action continue, que les jeunes trouvent un chantier pour les accueillir et les encadrer. Dès maintenant vous devez tous faire quelque chose. Et aussi, vous n'avez pas le temps. Eh bien ! il faut le prendre. Il faut trouver quelques heures pour réaliser effectivement là où vous vous trouvez le service civil que nous réclamons tous, pour témoigner publiquement de notre volonté d'obtenir l'institution de ce service civil pour tous les jeunes qui au nom de leur conscience, refusent leur participation à la guerre.

Nous ne gagnerons la paix que si nous savons provoquer un changement dans la conscience

L'appareil militaire et la société font pression sur la conscience de chacun et spécialement sur celles des jeunes, pour les amener à participer à des actes qu'ils réprouvent. Pour résister à cette pression, pour libérer les consciences, un appel n'est rien s'il ne traduit par un acte. Le moindre des actes contribue à la libération de tous.

GET APPEL TRANSFORME NOTRE VIE

Aussi pour chacune de vos signatures, amis inconnus, grande est notre joie à tous, réfractaires et volontaires, jeunes et moins jeunes, de voir grandir notre armée de la paix. Pour nous, votre signature est bien autre chose que l'adhésion à une idée, à une déclaration ou à un mouvement. Elle est le signe que vous engagez avec nous votre vie dans un même effort vers la paix, que nous servons et vivons ensemble une même vérité.

Nos différences d'âge, de culture, de milieu social, la diversité de nos appartenances politiques, philosophiques ou religieuses, finit d'être un obstacle à notre unité en démontrent la richesse et la valeur profonde. Ce que vous avez mis en commun avec nous en signant cet Appel, en vous engageant dans cette action, c'est une signification et une orientation de votre vie. Désormais et jusqu'à la fin de la guerre d'Algérie, pour chacun de nous, la vie n'a de sens que dans la mesure où elle est orientée vers la paix.

RÉALISEZ VOUS-MÊME LE SERVICE CIVIL

et le cœur de tous ceux qui font la guerre, c'est-à-dire de nous tous. Ce changement, nous ne l'obtiendrons pas par des discours, mais par des actes qui montrent que nous sommes capables pour la paix de changer d'abord quelque chose à notre vie.

Si vous êtes isolé, n'oubliez pas que chaque jeune, qu'il soit militaire, en instance d'appel ou en prison, est bien plus seul en face de sa décision. Les actions populaires de grande envergure ne deviendront possibles et efficaces pour la paix que si d'abord quelques-uns, un peu partout, sont décidés à agir même seuls, et à tenir malgré l'incompréhension, « les difficultés du début. » Les amis de Lyon étaient relatifs, « un nombre », beaucoup (Suite page 3).

recruté une trentaine de gaillards volontaires pour l'internement : nous aussi nous sommes suspects, nous aussi nous voulons être internés. A la suite d'un congrès non violent, on a fait le tour du camp du Larzac en demandant d'être interné. On nous a mis dehors. Mais ça a donné quelques petits articles de presse, des photos dans l'Observateur.

Jo Pironnet a alors pensé qu'il ne suffisait pas de faire un coup ça et là, mais qu'il fallait lever une petite troupe libre de ses obligations pendant au moins un mois pour mener une action continue contre les camps d'internement et contre la guerre d'Algérie. Lui-même a quitté son boulot pour parcourir la France dans les groupes qui commençaient à se faire, autour de l'étiquette «non violents» ou ailleurs, et il a recruté une trentaine de gars. A Pâques 1959, on a fait une semaine de préparation pour bien se connaître tous les trente.

Nous étions donc sans ressources privées durant ce mois, alors les copains de l'Arche avaient organisé une sorte de péréquation sur un CCP qui permettait de subvenir aux besoins de nos familles. La moitié d'entre nous étaient mariés, avec des gosses. On a ainsi pu donner à chacun presque un salaire normal, grâce à la solidarité de tous les amis proches ou lointains. On avait mis au point quelques petites stratégies, qui étaient plutôt des ruses. Par exemple, on avait pour principe de ne pas annoncer les actions à l'avance, d'agir par surprise.

mon jardin était touffu

Suit la série de manifestations, au Larzac, à Pont d'Ain, à Vincennes, place de la Concorde, dont la presse a un peu parlé à l'époque et contre lesquelles la brutalité de la répression policière provoquait l'indignation du public. Puis les trente se sont séparés, dans le but de démultiplier l'information : chacun devait se débrouiller, sur son lieu de vie habituel, pour faire le maximum de sensibilisation. Lanvin, lui-même, à Lyon avait soulevé environ trois cent personnes pour manifester devant la préfecture, toujours sur ce thème des tortures et des camps d'assignation à résidence. A une époque où le racisme et l'esprit colonialiste étaient encore très bien portés en France, c'était déjà un assez joli résultat.

- Toujours est-il que (avec beaucoup d'autres bien sûr, dont Pierre Henry Simon par exemple, qui avait écrit un bouquin sur la torture) nous avons eu notre part dans le fait de répandre ces vérités qui n'étaient pas bonnes à dire.

Une autre équipe s'est alors formée et s'est installée à Nanterre - qui à l'époque n'abritait pas une faculté mais un bidonville - repaire de nationalistes algériens. Presque tous les soirs, Nanterre était encerclé par la police, ratissé. Le groupe de non violents, toujours avec Jo Pironnet, s'est implanté au milieu du



bidonville. Je dois dire que c'est là qu'est née l'action civique non violente, et qu'elle s'est ouverte à d'autres milieux que ceux proches de l'Arche. Le nouveau groupe des trente était tout à fait hétéroclite quant à l'origine de ses membres. Mais sur l'action, tout le monde était d'accord.

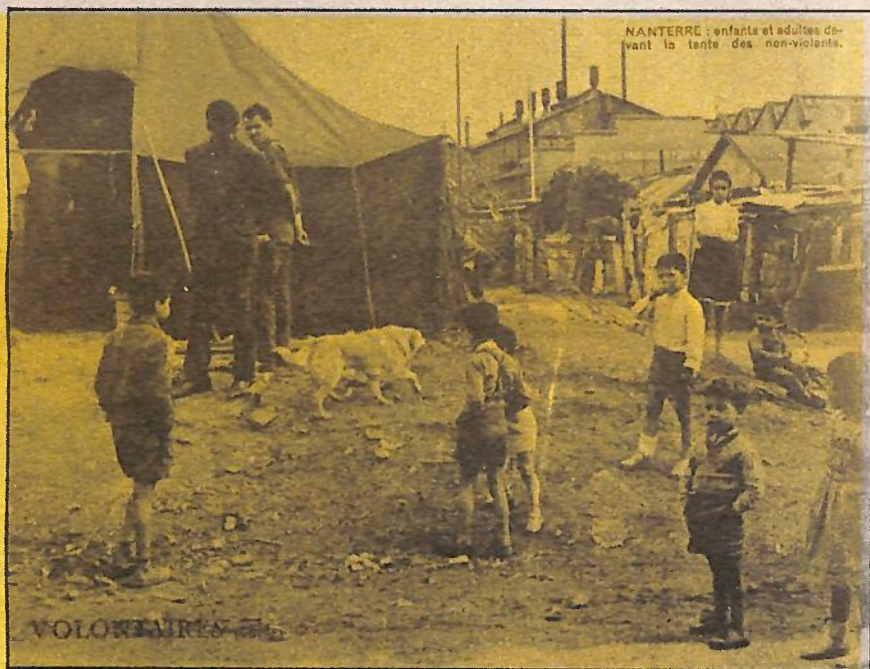
C'était l'époque où se constituait en France un réseau autour de Jeanson, de soutien plus que moral au FLN. Choix différent auquel Lanvin, tout en lui vouant sa sympathie, n'a pas participé.

- Politiquement, bien sûr, ils avaient raison, on était d'accord. Mais sur les moyens, on ne voulait pas participer à leur guerre, ce n'était pas notre place. Par contre, il nous est arrivé de donner un coup de main sur le plan humain. Il y avait parfois des algériens complètement crevés, poursuivis par la police (s'ils avaient été pris, ils auraient été torturés), eh bien, ma maison était grande, mon jardin était feuillu, je pouvais leur offrir le repos... mais ils savaient qu'en entrant chez moi, il ne fallait pas avoir d'armes.

pelle et pioche à la main

Parallèlement, s'ouvraient les chantiers de service civil, bien avant qu'ils existent officiellement puisqu'à l'époque il n'était

A l'époque où le jeûne (qu'on n'appelait pas encore couramment «grève de la faim») était une technique non violente d'une certaine efficacité par sa nouveauté et la personnalité de ceux qui la pratiquaient, Claude Mauriac, parmi d'autres notoriétés, était venu soutenir Lanza del Vasto. Celui-ci, avec deux compagnons, jeûnait dans un baraquement de la banlieue parisienne: il fallait protester contre la torture en Algérie méconnue (volontairement ou non) de l'opinion française. Un groupe de soutien informait à l'extérieur, notamment en distribuant un tract très courageux pour l'époque.



Pendant le mois de juin 1960, une trentaine de non-violents venus d'horizons divers et de professions variées, s'installent dans le bidonville de Nanterre. Ils partagent jour et nuit la vie des algériens et effectuent des travaux de voirie, de nettoyage et de réfection. Des femmes sont parmi eux. Leur but à tous: protester contre les arrestations arbitraires de «suspects» (on voyait alors le FLN partout). Présents lors des arrestations souvent nocturnes, ils se déclaraient eux-même suspects et demandaient à être arrêtés également. Ils «surveillaient» ainsi la police et pouvaient témoigner des exactions et brutalités commises.

PONT D'AIN 1959

A l'époque, dans la région, on ne luttait pas encore contre le nucléaire à Malville. Non, la manifestation dont voici une partie du récit, était dirigée contre un camp de concentration pour «suspects» algériens.

(...) A la sortie du village, nouveau barrage d'une douzaine de gendarmes. Les trente avancent, sourds aux injonctions de la police. Chaque gendarme se précipite sur l'un d'eux comme sur un forcé et le «forcé» s'arrête, sagement, simplement: Son voisin continue, sans courir, mais résolument, comme s'il n'était plus qu'une volonté silencieuse et

inébranlable d'aller vers le camp. Le gendarme abandonne celui qu'il tenait pour se précipiter sur l'autre qui, dès qu'il est pris, s'arrête. Mais le premier est déjà reparti...

A ce jeu-là, les gendarmes s'énervent quelque peu.

Les trente, dispersés, bousculés, renversés, frappés, progressent toujours. Les voilà sur la place de l'église d'où ils étaient partis le matin et se retrouvent en quelques secondes sur trois rangs en silence, comme pour une cérémonie.

Les gendarmes, médusés, attendent: ces obstinés qui n'entendent ni les ordres ni les coups de sifflet, ni les

bousculades de la police, sont remarquablement disciplinés quand leur chef parle. Il parle peu d'ailleurs.

- Détendez-vous, respirez, dit-il.

Et chacun de s'exécuter, même les gendarmes: L'atmosphère un peu électrique semble s'apaiser. Mais soudain:

- En avant, dit-il! et les voilà tous qui s'avancent à nouveau, sans précipitation mais d'un pas ferme, les bras au corps. Et la bousculade reprend, un peu plus vive, les coups pleuvent.

- Voilà le chef, prenez-le!

Un gendarme le saisit et veut l'entraîner. Il se laisse tomber à terre. Il est traîné et

jeté sans ménagement dans un camion.

Mais il reste vingt-neuf chefs et il faudra leur appliquer à tous le même traitement. Le camion s'ébranle... Ils seront déposés dans la nature, à la tombée de la nuit, à 80 kilomètres de là.

Le lendemain, malgré l'heure tardive (il est près de minuit) grande activité dans la gendarmerie de Pont d'Ain. Des clients inhabituels! Les trente sont revenus! Ils sont là, roulés dans leurs couverture, dans la cour de la gendarmerie...

raconté par
jo Pironnet
dans «Faim et soif» n° 37

pas question d'avoir le droit de refuser de faire son service militaire. Mais beaucoup de jeunes refusaient l'armée en général et la guerre d'Algérie en particulier. Le statut n'a été voté qu'en 1963. Donc, pendant 3 ans environ, il y a eu des chantiers sauvages. C'était assez limité, mais c'était tout de même plus que symbolique. Il y avait une dizaine de chantiers, là où l'occasion se présentait : chez l'abbé Pierre ; à Lyon ; tiens, il y en avait un à Brive, la Gaillarde avec le copain qu'on retrouve maintenant à Malville : Pierre Boisgonthier...

Sur nos chantiers, il y avait des permanents qui encadraient en quelque sorte les jeunes. On savait parfaitement qu'au bout de trois semaines, les réfractaires étaient retrouvés par la police, et d'ailleurs ils ne refusaient pas leur arrestation. Mais ils voulaient être pris pelle et pioche à la main. C'est ce qui a toujours eu lieu. C'était ou bien le travail sur un chantier utile, ou bien une manifestation.

- Dès 1958, nous commençons à parler des essais et de la fabrication de la bombe. Cette fabrication, elle se faisait à Marcoule, à quarante kilomètres environ de Bollène, le lieu de l'Arche. C'est encore une fois à la suite d'un congrès non violent de l'époque qu'une petite centaine de personnes, après trois jours de discours, se sont dit : «c'est bien joli de disserter sur les méthodes de Martin Luther King ou de Gandhi, mais il serait plus important de faire connaître au public ce qui se passe à quelques kilomètres d'ici». C'est ce que nous avons fait avec nos trois «têtes» du moment : Robert Barrat, le pasteur Trocmé, et Lanza.

On a donné un coup de fil à l'usine de Marcoule en disant qu'on voulait la visiter puisqu'on savait que c'était possible. C'était organisé : on faisait monter le public sur un petit tertre, et, de loin, on lui montrait cette belle usine ultra-moderne, toute en verre où, officiellement, on faisait des recherches sur le

cancer ou je ne sais quoi. Mais nous, nous savions par un ingénieur que cette façade humanitaire cachait la fabrication de la bombe atomique. C'était un secret à ce moment-là.

On s'est donc pointé là bas, en voitures et en cars, à près d'une centaine. On a été bien accueilli pour la petite visite organisée habituelle. Nos trois ténors ont bien fait parler l'ingénieur qui nous guidait sur le petit tertre autorisé, et puis juste avant de partir, ils lui ont demandé s'il était bien sûr d'avoir tout dit. Le type a paru interloqué, il a baffouillé un peu, et puis nous nous sommes dits au revoir.

en chantant

Nous sommes remontés dans nos voitures et à 200 mètres de là, à l'entrée principale de l'usine, en moins de deux

minutes, nous avons pénétré à l'intérieur. A très grands pas, nous sommes parvenus jusqu'au milieu de l'usine. Les gardes (il y en avait quarante sur le périmètre, armés, mais pas de flics) ont levé les bras au ciel. A deux ou trois dont j'étais, nous étions chargés de leur expliquer qu'il ne s'agissait pas d'un attentat, mais que nous venions nous renseigner. Sinon, ils étaient prêts à tirer. On les a calmés, rassurés. D'ailleurs parmi nous il y avait des hommes, des femmes, des enfants, des vieillards, des femmes enceintes. Une foule normale. Les portes se sont fermées devant nous, et nous nous sommes assis par terre sur les marches du perron, entourés immédiatement par les gardiens avec leurs petits pétards. Presque tous connaissaient les «fadas» de l'Arche, pas très intégrés dans le pays à l'époque. Nous leur expliquions le but de notre visite : voir si on fabriquait bien une bombe atomique là-dedans et demandions une entrevue avec le directeur. Ils étaient assez mous. Quand les ingénieurs et le sous directeur leur ont donné l'ordre de nous chasser, comme c'était la première fois qu'ils voyaient des gens assis par terre, ils ne savaient pas comment s'y prendre. Ils étaient là, les bras ballants, sans aucune prise sur nous. Une assistante sociale de l'usine a fait le joint entre le personnel et nous.

les braves gendarmes

Devant l'incompétence et l'indécision des gardiens (ils ne savaient vraiment pas comment sy prendre avec ces familles chantantes, assises en cercle, sous la conduite de Chanterelle), le sous directeur annonce qu'il fait venir la police. Une demi-heure après, arrivent les braves gendarmes du coin (je dis «braves» par contraste, parce que après eux on a eu les CRS). Ils étaient un peu plus décidés que les gardiens, mais nous étions tellement accrochés les uns aux autres, faisant la chaîne avec nos coudes, qu'ils ont eu beau nous tirer, pas moyen de nous déloger. Ils se trouvaient démunis, complètement bêtes ; on discutait avec eux pour leur expliquer ce qu'on faisait, ça les a démobilisés...

Escalade, le sous directeur appelle les CRS. Une heure plus tard, ils étaient là. Eux venaient de loin et ne nous connaissaient pas. Pas de sentiments, ils nous ont tirés très brutalement, surtout les jeunes qui étaient au premier rang. Ils nous piquaient les fesses pour nous faire lever, et ils nous balançaient en nous heurtant aux marches d'escalier, à l'intérieur du hall où ils s'étaient installés avec leurs machines à écrire et tout leur bazar pour prendre nos identités. Et puis, comme nous ne résistions pas et chantions toujours, ça les a progressivement déconcerté ; à la fin (pour Trocmé passablement lourd, ils s'étaient mis à quatre, un à chaque membre) les brutalités se sont atténuées, c'est devenu correct. Tout ça était filmé par un ami, journaliste suisse, mais tout a été confisqué ainsi que les photos, il ne reste donc aucune trace. Il y a eu quelques articles dans la presse, peu ; la répercussion a été assez limitée.

Ça a été, à ma connaissance, une des premières sinon la première manifestation contre la bombe atomique, par des petits provinciaux que nous étions. Mais pendant ce temps, à Paris, ça chauffait autour de grosses têtes comme Rostand ou Bourdet qui fondait le MCAA. Nous avons participé aux premières marches organisées par le MCAA, nous avons entendu les magnifiques discours de Jean Rostand. En liaison avec eux, j'ai organisé une marche à Lyon.

Lyon, c'est dans cette ville que Jean Pierre a poursuivi ses activités de résistant à la militarisation, au sein du dynamique GARM. Un nouvel épisode plein de péripéties, d'invention, de surprises, que Mireille Debard nous racontera dans un prochain numéro.

Propos recueillis
par Isabelle Cabut



Nous avons fait notre première manifestation publique pour Michel Hanniet (un des fondateurs de *Combat non Violent*, aujourd'hui instituteur tout près de la Clayette) qui s'est rendu volontairement avec six copains... tous s'appelaient Michel Hanniet !

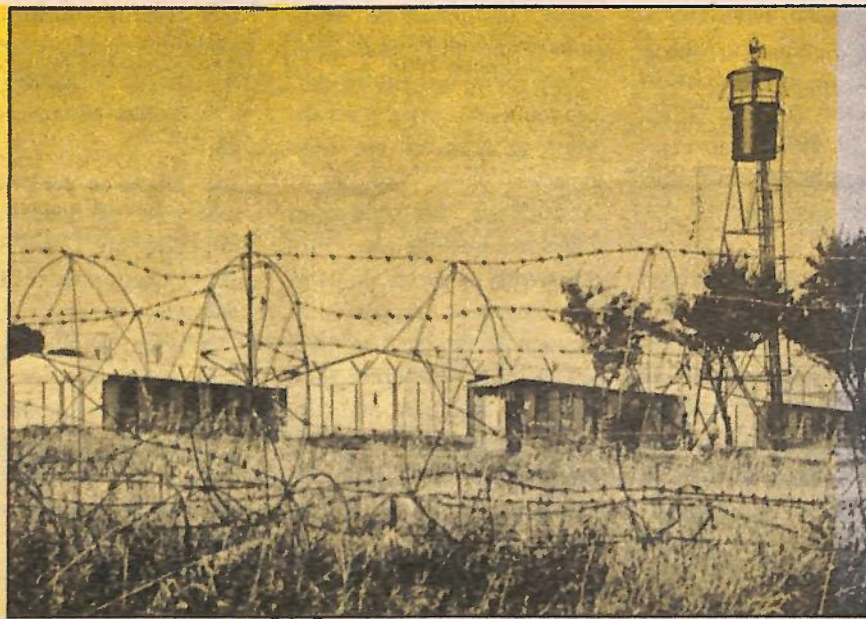
Pendant ce temps, Lecoin menait son important combat. C'était le courant anarchisant, très intéressant que l'Arche a eu tendance à oublier un peu. Le père Lecoin, aux environs de 70 ans, a entamé son fameux jeûne illimité. C'est lui qui a fini par emporter le morceau : nous avons fait des actions de harcèlement et lui, a donné le coup de boutoir final. On se rappelle que c'est De Gaulle lui-même, inquiet sur l'issue possible d'un tel jeûne, qui a dit «ça suffit comme ça» et qui a envisagé puis fait voter le statut d'objecteur. On peut discuter de la teneur du statut, mais c'est une autre histoire. Il s'agissait tout de même d'un progrès, d'une petite victoire. C'était dû à nous, à Lecoin, et puis à d'autres, des cahiers de la réconciliation par exemple, comme le pasteur Roser qui avait fait à ce sujet de la prison à Marseille dans des conditions pas marquant.

Enfin la guerre d'Algérie a fini par s'achever, avec les soubresauts que tout le monde connaît.

la bombe secrète

Parallèlement à ces actions contre la guerre d'Algérie, le début des années soixante a vu le démarrage de la mobilisation contre la bombe atomique.

Avant 1963, pas facile d'être objecteur de conscience : pas de statut et une guerre interminable. L'arrestation de Michel Hanniet, à Lyon, a été une des premières manifestations publiques sur la question. Six copains, enchaînés place Bellecour, se sont rendus en même temps que lui, prétendant tous s'appeler Michel Hanniet. «Il y avait des piques sur les grilles autour de la statue. Quand on nous a embarqués, nous y avons tous eu droit à un petit tape-cul...»



Un réseau de barbelés de 3 mètres de haut ceinture le camp de Saint-Maurice dans le Gard. 280 CRS «gardent les internés».

L'autonomie contre le compromis

C'est à dire l'autonomie ouvrière contre le compromis historique: Italie encore, nous avons tant à y apprendre. Antonio Negri est l'un des principaux théoriciens de la «nouvelle gauche» italienne: ancien dirigeant du groupe «Potere operaio», il est aujourd'hui l'un des animateurs du périodique *Rosso* principal organe de presse de l'«Autonomie» milanaise. Il est heureux que l'on commence à traduire ses textes. Difficiles à lire, ils donnent beaucoup à penser: par les temps qui courent de nullité de la «pensée de gauche» en France, c'est l'essentiel.

De ceux que publie le recueil *La classe ouvrière contre l'Etat*, les plus intéressants sont sans doute les plus récents (1972 et 1974). Ils traitent de la restructuration actuelle de la stratégie capitaliste et de la nouvelle composition sociale du prolétariat: «tertiarisation» du travail industriel, décentralisation des tâches d'exécution, antagonismes entre ouvriers avec et sans emploi, etc. Idée centrale: «Lorsque le capital n'est plus capable de reconstituer le marché du travail si ce n'est en termes de destruction potentielle des forces productives; lorsque le développement du capital fixe se présente comme la production directe de la mort atomique,

de la destruction physique et de la détérioration de la vie; lorsque les règles du jeu politique, qui sont devenues partie intégrante du capital à ce stade de développement, revêtent la forme des lois de la manipulation sociale et de l'étouffement physique», alors l'Etat fonctionne comme le représentant direct et immédiat du commandement multinational du capital.

Dès lors, pas de lutte de classe qui ne soit lutte contre l'Etat. Or le PCI, en tant que parti du compromis historique, est un parti d'Etat. Il faut donc refaire l'autonomie de la classe ouvrière, sur la base même de sa nouvelle composition. Et du même coup, ses objectifs s'élargissent: il s'agit pour elle de lutter non seulement contre la plus-value et pour le salaire, mais contre ce travail là et pour la valeur d'usage du salaire. Entièrement politique dans la mesure où il s'oppose à l'Etat, le combat «autonomie» est également global, véritable «lutte de libération». De quoi nous aider à unifier, dans une perspective offensive, les oppositions libertaires à l'Etat, les combats écologiques contre le type de production et les dissidences des jeunes ouvriers à l'égard du travail.

Antonio Negri, *La classe ouvrière contre l'Etat*, Editions Galilée, 1978, 312 pages, 59F.

Vitesse et politique

C'est le titre du dernier livre de Paul Virilio, déjà auteur de *L'insécurité du territoire* (Stock, 1976). En 1962, au moment de l'affaire de Cuba, le délai de préavis de guerre était encore, pour les deux super-grands, de 15 minutes. L'implantation de fusées soviétiques dans l'île de Castro le faisait tomber à 30 secondes pour les Américains. Inacceptable. D'où le retrait de ces armes et l'installation d'une ligne directe (le «téléphone rouge») entre la Maison blanche et le Kremlin. En 1972, le délai d'alerte n'était plus que de deux minutes pour les armes satellisées. Or, en dessous de la minute, toute capacité de réflexion, et donc tout pouvoir de décision pour un chef d'Etat, est abolie: on va vers l'automation de la dissuasion. La vitesse a bouffé la politique.

La vitesse, c'est à dire la contraction du temps et la disparition de l'espace. L'Etat nucléaire est l'aboutissement d'une longue histoire, celle de la vitesse, que Virilio écrit aussi à toute vitesse dans ce petit livre plein de richesses suggestives qu'il serait important de développer. Histoire qu'exprime tout particulièrement l'ingénieur à la Vauban (ce n'est pas un hasard si le mot «ingénieur» fut d'abord employé pour désigner un technicien militaire!), inventeur du «glacis» qui s'étendra progressivement à l'ensemble du territoire national (à la mer pour les Britanniques) et, au-

jourd'hui, à la planète entière. Ce qui, dans le passé, a fait la puissance de l'homme occidental, c'est sa plus grande rapidité. Celle-ci, des marches forcées à l'interconnexion des systèmes d'ordinateurs en passant par le char blindé, est l'essence même de la guerre. «Toute grandeur est dans l'assaut» disait Heidegger, théorisant ainsi et la guerre totale et le fascisme. Chaque avancée véhiculaire est un pas vers l'identification de la civilisation à l'armée. «La guerre c'est l'assaut, parce que la guerre c'est le viol permanent de l'hospitalité de la terre» écrit Virilio avec une grande profondeur. Et ce viol de la terre-mère, c'est la mort de l'homme. Le champion sportif disparaîtra un jour

dans son propre record, comme l'annonce déjà la manipulation biologique. La réponse de l'Etat à la tragédie de Malville et aux rassemblements du Larzac et de Nausac l'été dernier fut l'«opération Demeter» (déesse grecque de la terre et des moissons!): grandes manœuvres militaires sur «terrain libre», c'est à dire sur deux mille kilomètres carrés de cultures et de prés, aux confins de la Beauce et du Perche, en dehors des routes et des chemins. Même si c'est souvent difficile, lisez Virilio. Il vous confirmera que l'écologie touche juste. Sauver la vie, c'est se réapproprier l'espace. Contre la vitesse.

Paul Virilio, *Vitesse et politique*, Editions Galilée, 1977, 150 pages, 39 francs.



Secrète Trilatérale

La Commission Trilatérale est le principal organisme chargé de redéfinir, en cette période de crise, la stratégie économique et politique des métropoles capitalistes. Fondée en 1973 par Zbigniew Brzezinski et par David Rockefeller, président de la Chase Manhattan Bank, elle a fourni six des principaux membres de l'actuel gouvernement des USA, à commencer par Carter lui-même. Raymond en fait également partie. Certaines de ses thèses ont été publiées dans *The Crisis of Democracy, report on the Governability of Democracies* (New York University Press). Il s'agit des actes d'un congrès tenu à Kyoto en mai 1975. Ils comprennent une introduction générale intitulée «Pessimisme actuel

sur la démocratie»; trois rapports sur l'Europe de l'Ouest, les Etats Unis et le Japon, faits respectivement par le sociologue français Michel Crozier, le professeur d'Harvard Samuel Huntington et le sociologue japonais Joji Watanuki; les conclusions et les recommandations de la Commission; un résumé de la discussion. Idée générale: «La convergence des circonstances favorables à la démocratie touche à sa fin» (p.158).

Nous voici prévenus. A noter que la liste des participants, qui figurait en annexe dans la première édition (à partir de la page 215), a disparu des suivantes.

Ses éditeurs refusent que ce livre soit traduit en français. Ceux qui n'ont pas accès à l'original nord-américain so-

nt donc condamnés à se contenter de quelques articles de presse. Ils peuvent aussi se reporter au livre de Maurice Goldring, *Démocratie croissance zero*, qui se présente comme un résumé commenté de *The Crisis of Democracy*. Malheureusement mis en climat pré-électoral (il est sorti en février), à une sauce PCF le plus souvent insupportable. Plus gênant encore: on ne voit pas toujours si les termes employés sont de la Commission ou du commentateur. Tel qu'il est, il peut quand même rendre service. On ne sait jamais assez à quoi pensent les maîtres de ce monde.

Maurice Goldring, *Démocratie croissance zero*, Editions sociales, 1978, 183 pages 29 Francs.

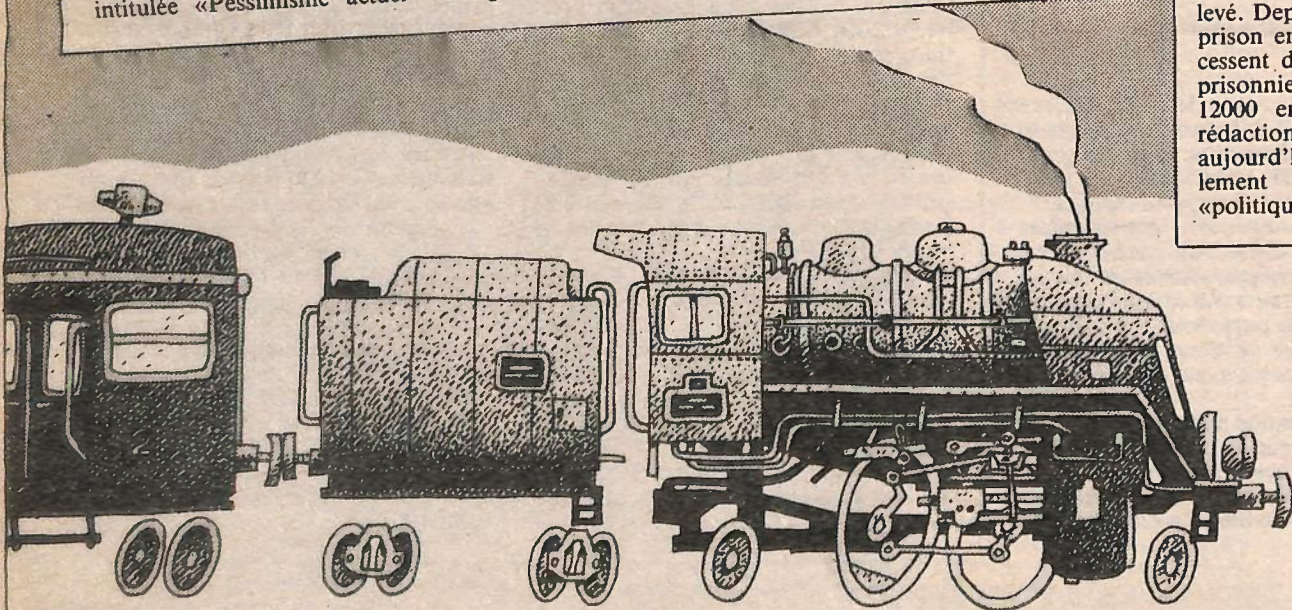
Lettre d'un frère aîné

Sante Notarnicola est né en 1938 dans le sud de l'Italie. Pauvreté rurale, émigration à Turin, militance au sein du Parti Communiste Italien. Déçu par celui-ci, en 1959 il passe à l'action directe avec quelques camarades. Isolé, tout entier absorbé par une entreprise qui perd progressivement de vue son but initial, le petit groupe est arrêté en 1967 au terme d'une chasse à l'homme dans laquelle l'Etat mobilisa toutes ses forces. On en tira tout de suite un mauvais film, *Banditi a Milano*. Surprise au terme du procès qui les condamne à la prison à perpétuité: Notarnicola et ses compagnons saluent le verdict le poing levé. Depuis, transbahutés de prison en pénitenciers, ils ne cessent d'animer la lutte des prisonniers. Ceux-ci étaient 12000 en 1972, lors de la rédaction de ce livre. Ils sont aujourd'hui 32000, dont seulement 300 officiellement «politiques».

1959-1967: il n'existait alors ni Rote Armee Fraktion en Allemagne, ni Brigade Rosse en Italie. Notarnicola - enfermé depuis l'an dernier dans l'île d'Asinara, au large de la Sardaigne, avec la plupart des membres arrêtés de ces dernières - fut donc un précurseur. Le récit qu'il fait de son itinéraire, et l'autocritique dont il l'accompagne, en acquièrent d'autant plus d'importance. De même la réflexion de la dernière partie du livre sur le mouvement des prisonniers et son lien avec les nouvelles luttes ouvrières italiennes. *La révolte à perpétuité*: un témoignage de premier ordre sur une révolte qui va se généraliser, contre toutes les tentatives de la détruire, mais aussi contre toutes les tentatives de se détruire. A lire, absolument.

Sante Notarnicola, *La révolte à perpétuité*, Editions d'en bas, Lausanne, 1977, 222 pages, 38 Francs. Diffusion en France par MLI, 54 rue de Bourgogne, 75007 Paris.

Paul BLANQUART



JEAN CAILLON

L'écologie doit sortir de la marge

Ecologie 78 a fait 5% des voix, en moyenne, là où le rassemblement présentait des candidats. C'est une réussite. C'est mieux que les divers groupes centristes de droite ou de gauche. C'est beaucoup mieux que le front autogestionnaire dont la stratégie de «supplétif de la gauche» n'a pas convaincu. Mais la percée écologiste n'a pas été aussi importante aux législatives qu'aux municipales. Il faut le reconnaître. S'il faut tenir compte du type de scrutin lui-même qui encourage la bipolarisation, de la dramatisation de l'élection voulue par la «boucle des quatre» (PC, PS, UDF, RPR), de l'influence des media aux mains du pouvoir, des puissances d'argent ou des partis politiques traditionnels, cela n'explique pas tout. *Pour parfaire son efficacité, il faut savoir se critiquer soi-même et essayer d'en tirer des conclusions.* Voici comment *Ecologie 78* m'est apparue depuis notre bout du monde: le Cotentin.

Écologie 78 n'a pas su vaincre le parisianisme

Paris est resté le centre de l'écologie avec la complicité des journaux, radios, télévisés. La composition sociologique des groupes parisiens n'est pas sans influencer leur comportement devant l'écologie et la politique. Par la force des choses, l'écologie parisienne recrute dans les milieux intellectuels où l'on a trop souvent la tendance naturelle à privilégier la discussion à l'action réelle. Y survivent également certaines mentalités et certains réflexes traditionnels de Partis chez ceux qui viennent du PSU, du PS, voire même des groupuscules divers d'extrême gauche. On y reste parfois «de gauche» au sens traditionnel du terme, avant d'être écologiste, ou même «anti-gauche», comme des anciens amants déçus. On y rencontre des politiciens, les champions de la magouille et l'on devient soi-même un magouilleur. L'écologie s'est groupuscularisée elle-même, et les Amis de la Terre ou SOS Environnement ne sont pas les seuls groupuscules en question. Il y a lutte pour le pouvoir entre ces différents groupuscules, et au sein de chacun d'entre eux, une lutte pour acquérir ou défendre son pouvoir, quel pouvoir!

Et l'on aime causer, causer, se donner en spectacle, et les media s'en donnent à cœur joie. Pourtant le mouvement est national, que dis-je, international, et l'un des premiers objectifs de l'écologie est de casser le parisianisme si elle ne veut pas sombrer dans la magouille. On comprendra aisément l'existence d'un certain «poujadisme» anti-intellectuel qui se développe en province. Aux parisiens sincères et conscients d'aider la province à réagir, et à réaliser l'objectif de déparisieniser l'écologie.

Le mouvement n'a pas trouvé sa maturité politique

Un tract signé *Ecologie 78* - en région parisienne - réclamait un renforcement de la police pour assurer la sécurité des populations. Un seul heureusement. Brice Lalonde, au cours de sa conférence de presse d'avant second tour, en affirmant que le C.D.S. et le P.S. étaient les plus proches de nous, nous situait au centre de la vie politique française ou faisait preuve d'une grande naïveté en croyant aux promesses -bien faibles d'ailleurs- de dernière minute. Tous les écologistes ne parviennent pas forcément à nous situer entre Brice, la gauche pro-nucléaire productiviste et centralisatrice n'étant plus à gauche, certains d'entre-nous peuvent s'estimer comme la «nouvelle gauche» bien que le mot n'ait plus bien grande signification, la «vraie gauche». L'écologie n'a pas confronté les analyses de ce qu'est le pouvoir, de ce que sont les forces économiques, les forces politiques de droite et de gauche et de leurs objectifs profonds. Le mouvement est jeune, c'est normal, me dira-t-on. *Il n'en reste pas moins nécessaire d'approfondir la réflexion politique dans les mois qui viennent au contact de la réalité militante.* Pas de réflexion en chambre: il faut la confronter à la réalité du terrain.

sur quelles forces sociales s'appuyer

La marge - pour échapper au carcan stérilisant de la bande des 4, au blocage de la société, pour créer des îlots de travail et de vie différents - c'est nécessaire, mais pas suffisant.

Il m'est arrivé d'entendre plusieurs fois certains écologistes dire qu'ils refusaient la lutte des classes. Nier l'existence de classes sociales, leur opposition ne correspond pas à la réalité sociale. C'est même une opposition idéologique non neuve et non neutre, qui a été abondamment distillée par les classes au pouvoir. Les classes existent, on les rencontre tous les jours, même si on ne peut les séparer de façon simpliste en deux seuls camps ennemis. Si vous luttez contre le nucléaire, il est important que les paysans refusent de vendre leurs terrains, les paysans pauvres

ou riches, fermiers ou propriétaires, et qu'ils résistent jusqu'au bout; il est important que pêcheurs côtiers et aquaculteurs, ouvriers et petits patrons soient avec nous pour défendre la mer. Enfin, vaincre le programme nucléaire, c'est une lutte d'ensemble. Pour gagner, il faut gagner à soi les principales couches sociales: celles qui travaillent dans l'industrie et ses annexes, car elles sont les plus nombreuses dans les pays dits «avancés», car elles sont au cœur même de la production et de la distribution et peuvent les faire fonctionner ou les arrêter. Une grève de 3 mois à

CHRONIQUE D'UNE LUTTE

Dans la floraison printanière des ouvrages écologiques, il est un livre dont nous n'avons pas encore parlé.

Il s'agit de «Chronique d'une lutte - le combat antinucléaire à Flamanville et dans la Hague -» Didier Anger, son auteur est un des principaux animateurs du CRILAN de Basse Normandie. AU fil des ans, il a suivi et lutté contre la nucléarisation du Cotentin. C'est ce qu'il nous conte, par le détail dans un gros bouquin de plus de 200 pages.

Jamais un ouvrage comme celui là n'avait été réalisé. Il a le double mérite d'informer simplement sur les dangers conjugués d'une centrale atomique, celle de Flamanville, et du centre de retraitement des combustibles nucléaires de la Hague.

«Chronique d'une lutte», au cœur d'une lutte, raconte les combats, l'information et les mille magouilles gouvernementales qui sont les lois quotidiennes des militants de base. Les anciens revivent les actions auxquelles ils ont participé. Les nouveaux comprennent l'importance de la tâche et apprennent à évoluer dans un monde semé d'embûches.

Il fallait écrire cette chronique, où fourmillent des commentaires lucides, parce que Flamanville-la Hague est un terrain exemplaire, mais aussi parce que l'on avait jamais décrit minutieusement l'itinéraire d'un combat qui s'avère riche en enseignements. Didier Anger, infatigable, conclut superbement: «Ce n'est qu'un début, continuons le combat».

Y.-B.C.

«Chronique d'une lutte» par Didier Anger. J.C. Simoën éditeur.

Non chef!

Les élections sont finies. La gauche est battue. Reste plus qu'à se flinguer.

Eh, oh, doucement! La gauche, c'était sûrement moins pire que la droite, mais comme pied on fait quand même mieux.

Non, la vraie, la seule manière de ne pas mourir idiot ou finement désintégré, elle demeure intacte: élections ou pas! C'est la désobéissance collective et organisée. Si vous n'avez pas encore entendu parler d'autoréduction des factures EDF, il est toujours temps de vous y mettre. Mais faudrait voir à y songer sérieusement... et vite!

Malgré les luttes menées un peu partout: Braud St Louis, Malville, Fessenheim... l'avis de la population, et parfois même des élus, n'est jamais respecté par Electricité De France. Tout se décide à Paris. Aussi, à l'exemple d'autres luttes, et face à l'illégalité des constructions de centrales, est né un mouvement de légitime défense (on dit: de désobéissance civile) qui consiste à autoréduire ses factures EDF.

HISTORIQUE

Le mouvement prend naissance à Montargis en l'an de grâce 1974, et Monsieur Boiteux, directeur général du soi-disant service public, répond lui même aux pre-

miers autoréducteurs en les menaçant de coupures. En 1975, le groupe *Pollution* Non compte 50 compteurs. C'est la «grande trouille» à EDF et Mr Maurice Faure, chef de cabinet de Boiteux, s'en explique: «Nous avons voulu prendre ce mouvement au sérieux pour éviter une généralisation semblable aux exemples italiens qui aurait pu devenir inquiétante: les utilisateurs sont mis en demeure de payer sous peine de voir leur compteur fermé. Ce n'est pas notre politique qui est en cause, mais celle du gouvernement.»

Dès lors la repression s'organise: les coupures se multiplient et EDF tente même un procès à Besançon (elle s'en mordra les doigts puisque cela favorisa le développement de l'autoréduction dans cette région).

En avril 1976, un responsable d'EDF annonce à Europe 1 que l'augmentation de 15% des tarifs d'électricité permettra de financer le programme nucléaire qui nécessite plus d'investissements que prévu. La semaine dernière, les media ont annoncé une prochaine augmentation (de 12 à 15%) des tarifs pour la même raison.

UTOPIE OU REALITE

Le but de la manœuvre n'est pas, dans l'immédiat, de nous priver d'électricité pour l'emploi de machines ou d'appareils utiles et indispensables. Il est, dans un premier temps, de mettre la pagaille dans les chiffres de l'ordinateur d'EDF et

LES LETTRES RECOMMANDEES EDF

Quand vous faites le geste hautement humanitaire d'autoréduire votre facture d'électricité, EDF s'empresse de réclamer ses sous en vous envoyant une lettre recommandée qu'elle vous demande, de surcroît, de payer.

Voici quelques cas qui se sont déjà présentés:

* Au mois de mai 1977 des membres d'un groupe d'autoréducteurs sont allés jusqu'à la coupure pour populariser cette forme de désobéissance civile. Somme de coupure par lettre recommandée... puis coupure. Quelques mois plus tard, à la demande des autoréducteurs, EDF rétablissait le courant bien que ceux-ci aient refusé de payer les 8 francs de lettre recommandée.

* Sur sa facture (en date du 27.9.77) un autoréducteur refuse de payer 2 fois 8 francs de lettres recommandées. EDF ne réagit pas. Mais sur la facture suivante, son service de comptabilité utilise la ruse suivante: il déduit 8 francs mais n'oublie pas, sous la rubrique «montant restant», d'ajouter 16 francs. Notre antinucléaire comprenant que 16 francs (2 fois 8 francs de lettres recommandées) moins 8 francs généreusement enlevés... c'est quand même une lettre recommandée à payer aussitôt autoréduit sa facture de 8 francs! A ce jour, pas de réactions d'EDF.

* Une autoréductrice prend les devants en menaçant EDF de l'attaquer pour facturation illégale si on s'obstine à lui

faire payer les 8 francs de lettre recommandée. Aucune réponse, mais son chèque (autoréduit!) est encaissé et son compteur de 3 kW fonctionne toujours.

A Besançon la première étape est gagnée: EDF ne menace plus de couper le courant pour non paiement des 8 francs fatidiques. La seconde étape consistant à obtenir la non facturation des 8 francs est en cours.

Actuellement de nombreux groupes d'autoréducteurs signalent à la coordination nationale qu'EDF les menace de coupure pour non-paiement de la lettre recommandée.

Sur ce point, il ne faut pas hésiter à être très fermes: refusez systématiquement. D'ailleurs le «service des fuites» des antinucléaires nous signale que les technocrates d'EDF considèrent que ce «droit» n'est pas très solide du point de vue juridique (effectivement, faire payer ses frais d'expédition au destinataire!) et qu'EDF est mal placée «d'un point de vue psychologique».

Au cas où on vous couperait le courant pour non-paiement des 8 francs, n'hésitez pas à attaquer EDF en justice. Cela relève du Tribunal d'Instance et il n'y a donc aucun risque sur le plan pénal. Par contre on pourrait ainsi créer une jurisprudence sur un problème qui nous concerne tous.

«*Ecologie 78*» est mort.
 Vive l'écologie !
 Voici un premier bilan critique
 et mitigé des élections.
 Avec l'interrogation éternelle :
 comment fédérer nos initiatives
 en évitant la bureaucratie centralisée.



la Hague, faite pour des travailleurs non anti-nucléaires, a plus de conséquences pour notre environnement (diminution des rejets en mer et dans l'air) qu'un bon discours contre le nucléaire et même plus d'importance qu'une belle manif, violente ou non, devant un site, le dimanche. Le refus des transports d'uranium par les cheminots australiens - à condition de tenir longtemps - c'est cela l'efficacité.

L'écologie pour vaincre doit se démarquer, gagner à elle paysans, pêcheurs et travailleurs de l'industrie des transports, etc... Elle est politique même si elle est indépendante des partis politiques, et elle doit s'inscrire dans les conflits sociaux aux côtés des dominés contre les dominants. Ce qui ne signifie pas pour

autant s'engager dans les partis de « gauche », car il resterait à prouver que la gauche d'aujourd'hui est représentative - au niveau des directions notamment - de la lutte des dominés contre les dominants. Son indépendance est absolument nécessaire. Cela peut signifier néanmoins un certain nombre d'accords précis avec les organisations professionnelles ou ouvrières les plus ouvertes, comme le CRILAN de Basse Normandie en a passé avec l'UR-CFDT contre l'extension de l'usine de retraitement de La Hague, contre la construction de la centrale de Flamanville, pour une recherche commune d'un autre type de production, d'un autre programme énergétique, d'un autre type de société.

Écologie 78 a proposé un projet de société, mais elle n'a pas su le rendre populaire

Ecologie 78 critiquait à juste titre le centralisme sous toutes ses formes capitalistes, bureaucratiques, technocratiques comme des modes de domination de l'homme par l'homme. On n'a pas voulu parler de socialisme, d'autogestion - et à juste titre - parce que ces mots employés par tout le monde ne signifient plus rien. On a voulu faire oeuvre originale, et on a créé de nouveaux mots tels que défense des éco-systèmes, éco-gestion... Ou on en a repris d'autres tels que convivialité, etc... C'est en fait le nouveau langage de nouveaux technocrates de l'écologie qui choisissent ainsi, consciemment ou non, de se couper d'une grande partie de la population et de sélectionner ceux à qui ils s'adressent.

Vouloir rendre le pouvoir à la région, à la commune, aux habitants des quartiers, aux villageois, aux travailleurs de l'usine, etc... c'est aussi leur rendre la parole... et parler pour eux, afin que le message soit transmis.

la contradiction entre le nécessaire refus du centralisme et la nécessaire coordination des initiatives

Nos craintes anti-parti et anti-centralisatrices sont parfaitement justifiées. A notre projet décentralisé de société doit correspondre une organisation décentralisée. Il faut néanmoins coordonner quelque peu pensée et action, et s'organiser.

Si aucune action n'existe, si personne n'est responsable ou porte-parole mandaté d'un mouvement, des initiatives personnelles sont prises, ce sont toujours les mêmes personnes qui les prennent, et cela aboutit à la pire des bureaucraties : celle dont personne ne possède le contrôle. Cela peut même aboutir à l'absence de morale politique et au reniement des engagements pris. La trop faible présence

du Collectif des porte-parole - et j'en ai personnellement une part de responsabilité - a pu permettre la résurgence des sirènes parisiennes aux moments importants.

Écologie 78 est un groupe mort, mais l'écologie renaît de ses cendres

La lutte continue sur le terrain. Sur les sites nucléaires à La Hague, à Flamanville, au Pellerin, en Alsace, en Bretagne, en Occitanie, en Allemagne, en Suède, au Japon. Il nous était plus facile - avant la période électorale - d'établir des relations avec le mouvement japonais qu'avec le mouvement français. Ne retournons pas à l'éclatement total. Ne laissons pas la place aux groupuscules de l'écologie et à leurs tares. Ce serait un mauvais service à leur rendre.

Trouver une structure semi-permanente devrait être une autre tâche prioritaire.

Au niveau de la Basse-Normandie, les associations réunies dans Ecologie 78 ont décidé de continuer à se rencontrer au moins une fois par trimestre, pour confronter leurs pratiques et leurs analyses. Un bulletin intérieur circule. Est-ce la bonne solution ? Pourquoi ne pas en élargir la base ? Pourquoi ne pas casser les groupes existants ?

Il serait souhaitable qu'au niveau des anciennes circonscriptions électorales (ou à d'autres niveaux de base) se maintiennent des structures militantes. Pourquoi ne pas tenter la chose ailleurs, dans toutes les régions. Pourquoi ne pas coordonner nationalement les régions qui maintiendraient de telles structures de regroupement. L'Alsace semblait partie prenante d'une telle tentative lors de nos rencontres des 15 et 16 Mars.

Pourquoi ne pas envisager des rencontres trimestrielles ou semestrielles, coordonner nationalement les actions sur le terrain est plus nécessaire que jamais.

■ DIDIER ANGER

le 18 Mars - veille du 2^e tour des législatives.



faire en sorte que la machine se grippe. Pour cela chacun doit bien entendu éviter de se faire sortir du fichier ce qui permettrait à nos adversaires d'effectuer un traitement manuel. Il ne faut donc pas accompagner sa facture d'une lettre explicative.

Dans un second temps, lorsque l'effectif des autoréducteurs dans une région ou dans un village sera suffisant, il faudra refuser de payer 15%, même en cas de menace de coupure. C'est pourquoi il est important d'associer les municipalités à cette lutte.

COMMENT DESOBEIR ?

Tout d'abord en annulant, le cas échéant, le prélèvement automatique sur votre compte en banque. N'oubliez pas de prévenir votre banque et EDF...mais sans aucune autre explication.

NOUVELLE TACTIQUE ?

Ce qui avait été suggéré à la coordination nationale (à savoir : ne pas se faire connaître dans l'immédiat en tant qu'antinucléaires) a été mis en application et les règlements ont été faits individuellement. Certains ont autoréduit de 15%, d'autres ont retiré en plus les reliquats de la lettre recommandée... et ont envoyé leurs chèques tous azimuts. Dans certains cas EDF ne s'est pas encore manifestée, mais elle a envoyé à certaines personnes une « gentille » lettre-type signalant l'erreur qui serait reportée sur la prochaine facture. Elle invitait, par la même occasion, les contrevenants à opter pour le prélèvement automatique ! De menaces, nenni ma foi !

Raison de plus pour autoréduire !

CHEQUE SUR PAPIER LIBRE

« Pour l'autoréduction 15% EDF, vous dites que faire un chèque sur papier libre est légal. A Romans quelqu'un l'a fait et si la BNP prétend que cela n'est pas légal, le Crédit Agricole, le Crédit Mutuel et le Crédit Lyonnais semblent plus tolérants. Nous avons demandé à la BNP sur quel texte de loi elle s'appuyait pour refuser les chèques effectués sur papier libre. Réponse: un arrêté du 5 août 1970 publié le 8 août de la même année au Journal Officiel page 7537. Que faut-il en penser ? »

L'opération « chèques sur papier libre », dont le but est de désorganiser un peu plus les services d'EDF, a été lancée par le Comité refus 15% de la Ferme Fenioux 17350 Saint Savinien. Le mieux est de leur écrire directement. Pour mémoire nous publions quelques extraits de la « profession de foi » des autoréducteurs de la Ferme Fenioux : « Vous pouvez, par exemple, payer votre facture en plusieurs chèques sur papier libre. Un sur une feuille 21 x 29 cm; un sur une autre de 20 x 10 m; un sur un confetti. Il n'y a pas de format type pour les chèques manuscrits ! Ceci dit il vaut mieux dans un premier temps y aller doucement pour tâter le terrain... Vous pouvez également retirer les 15% et les payer par chèque manuscrit le jour où l'on vient vous couper le courant. »

Ensuite, au reçu de votre facture d'électricité, calculez les 15% du montant hors taxes et retirez les du total à payer. Envoyez votre chèque en une seule fois ou par tranches successives. Vous réglerez les 15% que vous avez ainsi retenus juste après la dernière menace de coupure (cela prend parfois des mois) Enfin n'oubliez surtout pas de vous faire

connaître auprès de la coordination nationale 15% : ATOME, rue de l'Eglise, Routelle 25 St Vit.

MESSAGE PERSONNEL

La coordination nationale du 15% EDF désespère de joindre le Comité-Malville 15% de Grenoble... et ceci depuis plusieurs mois. Pouvez vous nous écrire très rapidement chemin de l'église, Routelle 25410 St Vit. Merci d'avance.

REVONS LES YEUX OUVERTS

Dans le petit village de « Touréduy », le groupe des autoréducteurs s'étend; bientôt tout le monde participe et à la dernière réunion du conseil municipal, les conseillers et monsieur le Maire ont voté à l'unanimité l'autoréduction. Avec les habitants, ils ont décidé d'affecter les 15% à la construction du chauffage solaire de la maison commune. Est-ce un rêve ou notre réalité de demain ? Dans une région comme la vôtre, l'autoréduction peut prendre une telle importance qu'elle permettrait un tournant décisif dans la lutte antinucléaire. En autoréduisant, nous réduisons d'autant la « nécessité » de la construction des tranches 3 et 4 de Fessenheim, du surgénérateur de Malville, de la centrale du Pellerin... Notre refus collectif peut-être la force de dissuasion du programme nucléaire. Pour vivre, ou peut-être survivre, apprenons à désobéir à ce pouvoir qui nous impose le nucléaire. Y a urgence.

DERNIÈRE MINUTE : Shell poursuit en justice l'Union Fédérale des Consommateurs (Que Choisir) qui appellait au boycott de ses produits. Manque pas d'air, la Shell ! Pourquoi ne pas attaquer aussi les cormorans pour baignade sans autorisation dans marée noire privée ?

Le dessin paru en page Une du numéro 197 du 16 février 1978, que nous avions piqué à la revue A. COMME est de Jean Jacques CHEMARIN.

Sur le terrain

EXPOSITION ET DOSSIER. «La pollution de la mer» Je recherche tous documents : négatifs, photos, articles de presse régionale, communiqués d'associations (les documents seront rendus). Cela dans le but de constituer un dossier et une exposition relatifs à la pollution de la mer. Avec ce qui se passe j'espère que les documents ne vont pas manquer. Le tout devra être prêt pour le 1^{er} mai. Egloff Jacky Centre d'Initiation à la Nature, 38 Meylan

ANTI-NUCLÉAIRE. Le comité de défense contre la centrale nucléaire de St Maurice l'Exil-St Alban du Rhône se propose d'organiser en juin une journée sur les énergies douces. Tous ceux qui auraient du matériel pour une démonstration ou ayant des adresses de fabricants, sont invités à écrire au Comité à l'adresse suivante : Renée Combes 26 Clos Beauregard 38 150 Roussillon.

Une fulte d'Hexafluorure d'uranium s'est produite à l'usine militaire du CEA de Pierrelatte le 13 février dernier. Le syndicat CFTD vient seulement de le révéler. Le secret nucléaire est toujours aussi bien gardé. Il ne faut pas effrayer les populations voisines.

EDF NON ! A partir du 7 avril commence à Nantes la Foire Internationale. Comme je m'y trouvais l'an dernier j'ai pu y admirer le stand EDF avec sa centrale nucléaire miniature etc... La future centrale nucléaire du Pellerin (15 km de Nantes) invite donc tous ses sympathisants à venir se persuader de la légitimité de leurs opinions à la Foire Internationale de Nantes. Aussi j'invite les écologistes à venir nombreux pour contrecarrer l'offensive de l'EDF. Ecologistes nantais tous au stand EDF de la Foire Internationale.

QUE CHOISIR? Communiqué. Un syndicat de travailleurs (CFDT), et deux organisations de consommateurs (CSF CSCV) membres de l'INC (Institut national de la consommation) viennent de publier un communiqué commun, déplorant la confusion entretenue par les pouvoirs publics dans la représentation des consommateurs, condamnant l'opération «Boîte postale 5000» et rejetant l'INC dans son mode de fonctionnement actuel. Ces prises de position convergent avec la position constante de l'Union Fédérale des Consommateurs.

L'U.F.C. a soumis, à la veille des élections, à l'ensemble des candidats, entre autres propositions urgentes, un projet de transformation de l'INC en Institut technique au service des associations de consommateurs. L'U.F.C. souhaite vivement que d'autres associations et syndicats examinent ces prises de position, afin que tout soit mis en oeuvre pour que de telles propositions aboutissent. Contacts : U.F.C. 7 rue Léonce Reynaud 75 781 Paris Cedex 16. Tel 723 61 29. 720 30 35.

papier

CADRE DE VIE. Journal pour l'autogestion de la vie quotidienne. Le N° 6 de ce journal est paru au mois de mars. Il contient un dossier «santé». 4 F le numéro. Abonnements CSCV 28 Bd de Sébastopol. 75 004 Paris.

LA BOERE. CONTRE-INFORMATION. «A propos de la Boère et de ses émules». C'est le titre de la brochure publiée par l'A.A.E.L pour donner une information contradictoire sur le centre. Contacts, commandes AAEL BP 105 Toulouse CEDEX. Participation aux frais 5 F.

L'AUTAN du Midi Pyrénées paraît maintenant toutes les semaines. Ce journal à vocation régionale vous parle écologie, politique, alternatives, et bien d'autres choses encore... Un bon canard comme on aimerait en voir dans toutes les régions. On se retrouve entre copains, quoi ! Pour 180f par an, l'AUTAN vous offre 20 pages bourrées d'informations, d'idées, de photos de réalisations alternatives... de nouvelles du solaire, et autres énergies douces... un vrai petit régal. L'AUTAN, 2 Place Arago 31500 Toulouse.

NOUVELLE PRESSE. Vient de paraître le N° 1 de «transhumance» revue trimestrielle En vente au prix de 4 F. En couverture ce qui pourrait être une définition de l'approche du journal : Letendue qu'il a choisi de traverser est celle que parcourent les nomades et vagabonds... au hasard. C'est un journal collectif. Il veut tisser un lien social qui s'installe au-delà de la Raison d'Etat, créer un art de vivre ensemble, dire la culture ordinaire qui chemine sous le folklorique, la normalisation. Adresse : Le refuge Le Rosier Val des Prés 05 100 Briançon.

COBA. Le Comité pour le Boycott de l'Organisation par l'Argentine de la Coupe du Monde de Football vient d'éditer grâce aux travaux d'une soixantaine de dessinateurs une plaquette de dessins destinés à populariser les thèmes de sa campagne et à venir en aide aux prisonniers politiques argentins et à leurs familles. Cette plaquette pourra servir, les dessins n'étant imprimés que «recto et la reliure étant démontable, à la constitution d'expositions locales et itinérantes. La plaquette est dès maintenant disponible. Écrire en envoyant 35 F (2 F de timbres pour l'envoi) au COBA 14 rue de Nanteuil 75 015 Paris. Chèque ou mandat au nom de Patrick Broudic. Pour des achats massifs, dans la mesure du possible vous rendre à l'adresse indiquée tous les jours à partir de 15 H sauf le lundi. Ou bien nous demander les adresses de nos comités régionaux.

M.I.R. Le congrès annuel se tiendra à Strasbourg (Communauté des Missionnaires du Sacré-Coeur, 21 rue de l'Aubépine, 67 085 Strasbourg CEDEX) les dimanche 30 avril de 9h à 19h et le lundi 1^{er} mai de 9h à 12h sur le thème: Pouvoir d'Etat et contre/ autres pouvoirs. Avec la participation de R. Sublon, J. Semelin, J-M Muller. Renseignements et inscriptions M.I.R. 5 rue Thorel 75 002 Paris.

TIERS-MONDE. Parthenay 29 30 avril au Palais des Congrès. Week-end d'information et de réflexion sur l'Amérique du Sud. Organisé par le groupe «développement et coopération internationale» des Deux Sèvres.

Inscription avant le 12 avril: Paul Michenot Lotissement Vastes 79 340 Menigoute. Droit d'inscription 20 F. 15 F pour les scolaires. Déjeuner 8 F. Hébergement et petit déjeuner 5 F.

BOYCOTT COUPE DU MONDE. Proposition aux comités pour le boycott de la coupe du monde de Foot. Lors de la retransmission des matches à la télé (avec ou sans la France) nous pourrions nous rendre dans les cafés où les téléviseurs couleurent attirent en général pas mal de monde. Sans un mot, mais avec des pancartes expliquant la réalité argentine et en indiquant notre volonté d'en parler avec ceux qui le désiraient, nous pourrions nous installer face aux «sportifs» (sous la télé). F de Beaulieu.

ESPERANTO. Les travailleurs espérantistes pour une attitude plus engagée. Le 33ème congrès de SAT-Amikaro (Union des travailleurs espérantistes des pays de langue française, 67 avenue Gambetta 75 020 Paris) a rassemblé, à Rennes, 132 participants. Une carte postale, avec présentation en breton et espéranto, a été éditée. Un manuel d'étude de l'espéranto en langue bretonne a été édité par «Hor Yezh». Le succès de cette initiative pourrait conduire par la suite à des publications bilingues langue ethnique/espéranto et favoriser une meilleure connaissance et une plus large compréhension des idées respectives. En outre le congrès condamne vigoureusement les responsables qui auraient dû éviter la catastrophe qui vient de se produire en Bretagne. Il appelle également les travailleurs espérantistes à prendre part à la campagne contre la fabrication, les ventes et trafic d'armes de toutes sortes, campagne lancée à l'occasion de la prochaine session de l'ONU sur le désarmement. Enfin il soutient la proposition de loi n° 1667 tendant à inclure la Langue Internationale Espéranto dans l'enseignement secondaire comme langue facultative.

kultur

TÉLÉ. A LA BONNE HEURE.

Judi 6 avril à 18 heures : Les nouveaux parents. Que deviendront les enfants des nouveaux parents? Vendredi 7 avril à 18 heures : Journal de la consommation et de l'environnement.

MUSIQUE. Cazalys. Musique traditionnelle Formé de 4 musiciens venant de divers groupes de Bordeaux d'horizons différents tournant chacun depuis quelques années dans la région bordelaise et le Sud Ouest. Plusieurs possibilités de passage du groupe. Concert (1 H 30). Concert/bal (illimité). Animation de rue, d'école. Contact : Pascal Lefeuve Cité Caljus n° 8 33 450 St Loubès. Tel (56) 20 44 56.

THEATRE OBLIQUE. 76 rue de la Roquette 75 011 Paris. Du 25 mars au 30 avril. La tournée de Sam Shepard. Une pièce du plus brillant des jeunes auteurs américains. Tous les soirs à 21 H Grande Salle. Du mardi au samedi. Matinée dimanche. Relâche lundi. Prix des places 40 F. Etudiants, - de 25 ans, C.V., habitants du quartier. 20 F. Collectivités 15 F.

DES CONTES. Jacque Coutureau, conteur un événement à la Vieille Grille. Tous les soirs à 23 H du 4 avril au 2 mai. Il raconte de vieilles histoires, de ces légendes dont l'origine se perd dans la nuit des temps, de ces histoires que l'on retrouve plus ou moins modifiées au gré des latitudes et qu'il raconte à sa manière.

ailleurs

TRIBUNAL RUSSEL. Samedi 6 avril à 20 H à l'auditoire Paul Emile Janson 48 avenue F. Roosevelt Université Libre de Bruxelles. Trois jours après la fin de la 1ère session du Tribunal participez massivement au Meeting de solidarité au Tribunal Russel III sur la situation des droits de l'Homme en République Fédérale d'Allemagne. Avec la participation de membres du Comité Belge de soutien, membres du Jury du Tribunal, membres du Conseil Adjoint, personnalités allemandes, groupes musicaux allemands. Organisé par le Comité Belge de soutien au

chronique des insurgés

26

On peut se procurer le dossier de l'enquête civile sur la mort de Christian Bonnefoy, soldat au 75ème RI de Valence en écrivant au CSLC C/o PSU 4 place Belat 26000 Valence.

76

Alain Cantais a été jugé pour insoumission à son affectation. Il a été condamné à un jour de prison ferme. Une réunion «désobéissance civile» aura lieu le mercredi 13 avril à 20h 30 à l'UCJG 153 bd de Strasbourg 76220 Le Havre.

78

Bal folk de soutien à JP Lafay et JL Vincent le 6 avril à 20h au PFA 9 rue du pré St Gervais. Mo Place des fêtes, Paris. Procès le lendemain à 13h 30 au tribunal de Versailles. Contact : CLO Paris BP 103 75522 Paris cedex.

80

Procès de Joel Cornaille pour insoumission Onf le 18 avril à Peronne Somme.

Pierre Caucheteux, militant du PS, est emprisonné depuis le vendredi 24 mars dans les locaux de l'école des troupes aéroportées à Pau. Pierre est chasseur au 1er Régiment des chasseurs parachutistes de Pau depuis le 1er décembre. D'après le peu d'informations qu'il a pu faire parvenir à sa famille, il semblerait qu'il soit accusé ainsi que six ou sept autres appelés, d'avoir fait partie du comité de soldats du 1er RCP. Ce comité avait diffusé deux journaux avant les élections et réclamait notamment les droits démocratiques du soldat.

Aucune preuve n'ayant été fournie, il semble que ce soit à cause de ses activités politiques civiles que Pierre Caucheteux ait été arrêté. Il doit être emprisonné pour 60 jours. Renseignements et soutien : Bernard Lacharme La Hotoie Tivoli Bt A Apt 251, 80000 Amiens.

EN VRAC CHEZ LES INSOUIS ONF

Guy Boubault et S Vermeyre ont été condamnés à 2 mois de prison avec sursis par le tribunal d'Orléans.

G Thierry : 8 mois avec sursis à Périgueux.

P Hamel : 3 mois avec sursis à Nancy. Le procureur n'a pas fait appel.

Alain Rouyer et Jean François Hible sont passés en procès le 4 avril à la Rochelle.

H Gourey et P Lartaud passeront à Valence le 18 avril.

François Marchand passera devant le TGJ de Nancy le 19 avril à 8h 30.

Pour tous ces cas, n'oubliez pas d'écrire aux présidents des tribunaux concernés.

à boire!

Gérard Gaspard est agriculteur dans la Haute Loire. Bon époux, bon père, tout d'un honnête homme quoi!

Qui aurait pu imaginer que derrière cette façade se cachait un redoutable perturbateur?

Le 21 mars dernier, Gérard se rend à la gendarmerie du petit village où il habite pour se constituer prisonnier. Son crime? Depuis 1974 (un record!), le sieur Gaspard est insoumis au service militaire. Insoumis total, les pires!

Trainé de force dans une caserne, il refuse de porter l'uniforme et, comme on le met aux fers, il entame une grève de la faim. Classique? Pas tant que ça. En effet les gradés jugent que cette bouffurie doit en baver: «Vous refusez de vous aller menter? Parfait, vous ne bolez pas non plus».

Exit la cruche d'eau. Gérard passera ainsi le dimanche et le lundi de Pâques. Seul.

Le groupe insoumission de Lyon, prévenu par la bande, prévient la presse locale. Aussitôt l'armée dément. Des choses pareilles! voyons, vous n'y pensez pas! L'ennui

C'est que si le chef de corps nie formellement, les bidasses, eux, confirment.

Bref, l'affaire commence à sentir le roussi et les militaires préfèrent transférer le récalcitrant à l'hôpital militaire Desgenettes de Lyon. Pourquoi faire? Lui offrir un Ricard? petit détail: Quand il était petit, Gérard a fait trois ans dans les enfants de troupe!

Vincent Calnaud est, lui aussi, agriculteur. Marié, sa femme a accouché voici trois semaines. Faut croire que les cris du bébé indisposent les gendarmes puisqu'ils sont venus arrêter le père. Motif: insoumission totale. On n'en sort pas!

Vincent est en grève de la faim depuis le 29 mars à la caserne de Sathonay dans le Rhône. Sa femme va bien, merci. D'ailleurs avec le bébé et le troupeau de 25 bêtes, elle n'a pas le temps de se plaindre.

amnesty

AFRIQUE DU SUD. Modèle de lettre à envoyer au premier ministre à l'adresse suivante: Hon B.J. VORSTER Prime Minister Union Buildings. Prétoria Afrique du Sud.

Amnesty International, organisation internationale impartiale lutte pour la défense des Droits de l'Homme, pour la libération de tous les prisonniers d'opinion, contre toutes les formes de torture et ceci dans le monde entier.

Dans ce but, Amnesty International se préoccupe notamment de la situation en Afrique du Sud et s'adresse à vous aujourd'hui pour vous demander:

- la libération de tous les prisonniers d'opinion dans votre pays.
- une enquête publique et indépendante sur les allégations de torture et la mort en détention de prisonniers politiques.
- l'abrogation des lois répressives et discriminatoires.
- l'abolition de la peine de mort.

afin que dans votre pays, le respect des Droits de l'Homme soit garanti. Veuillez agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'expression de ma considération distinguée.

ARGENTINE. Le 1^{er} juin, le Mondial commencera en Argentine. Sachez que:

- Depuis le coup d'état militaire du 24 mars 1976 il y a 60 000 à 80 000 prisonniers politiques, 15 000 disparus, 10 000 assassinés.

- Le stade de River Plate où doivent se dérouler certains matches du Mondial, se trouve à 800 m de l'École de Mécanique de

la Marine, centre de tortures où depuis deux ans, des centaines d'hommes, de femmes et d'enfants ont été atrocement suppliciés, brûlés au chalumeau, coupés vifs à la scie électrique, écorchés vivants...

- Le sport deviendrait-il un moyen de propagande politique?

- Les Jeux Olympiques de Berlin en 1936 avaient constitué une formidable promotion pour le nazisme.

La coupe du monde peut-elle se dérouler dans un pays où les chefs militaires tiennent ce langage? «Tuer tous ceux qui font de la

subversion, tous ceux qui aident la subversion, tous ceux qui sont sympathisants de la subversion, les tièdes et les indifférents» Général I de Saint-Jean (Gouverneur de la place de Buenos-Aires)

AMNESTY INTERNATIONAL SECTION FRANÇAISE

18 Rue de Varenne 75 007 Paris. Esc. A Tel 222 91 32. C.C.P.N° 30160 16 U La Source.

ABONNEMENT

170 à 250 F selon vos revenus.

180 F minimum pour l'étranger.

150 F collectivités.

75 F cas sociaux patentés, chômeurs objecteurs, insoumis, taulards.

Chèque bancaire ou postal à l'ordre de : Editions Patatras BP 26. 71 800 La Clayette.

(écrire en capitales)

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL

VILLE

TAULARD HURLANT



A la suite d'une vague d'arrestations frappant le mouvement libertaire espagnol, quatre français (Isabelle-Dominique Loeb; Oscar Magro; Victor Simal; Bernard Pensiot) de Perpignan, sont détenus à Barcelone sans preuve. Les régimes changent de nom, mais les pratiques subsistent.

Le 31 janvier dernier, Martin Villa, ministre de l'intérieur espagnol déclarait à la presse «*Il faut en finir avec la montée de l'anarchisme en Espagne*». En ces termes, il visait plus particulièrement la CNT (confédération Nationale du Travail), syndicat qui regroupe essentiellement des anarchistes dont la politique gêne le pouvoir post-franquiste. L'attente contre la Scala, le 15 janvier dernier, a été l'occasion rêvée pour frapper un grand coup contre le mouvement anarchiste et plus précisément contre la CNT. C'est ainsi qu'un mois plus tard, la «Guardia civil» quadrillait Madrid (250 arrestations) et Barcelone (177 arrestations). C'est à cette occasion que furent arrêtés les quatre français qui sont aujourd'hui accusés de trafic d'armes et d'explosifs entre la France et l'Espagne. Torturés dans les locaux de la garde civile San Pablo à Barcelone, la police réussira à leur extorquer des «aveux» que les jeunes détenus récuseront dès leur incarcération, à la prison Modelo.

Incarcérés arbitrairement, les quatre perpignanais ne sont toujours pas passés devant un juge d'instruction et survivent dans des conditions de détention archaïques. On sait qu'après une récente mutinerie (provoquée par l'administration pénitentiaire), les 150 détenus de Modelo ont été complètement isolés, sans WC, sans eau, sans droit à la promenade ni au courrier. Aucune hy-

giène n'existe à la Modelo et de nombreux prisonniers ont la gale.

Dans un message passé clandestinement à la presse le 16 mars, ils dénoncent leurs conditions de détention en ces termes: «*Depuis la «mutinerie-provocation» du 17 février, règne ici à la Modelo, un climat de terreur. Cela fait 27 jours que plus de 80 prisonniers sont enfermés dans leurs cellules, sans eau ni WC et très souvent sans lit, avec interdiction de fumer et de lire. L'humiliation est monnaie courante, les passages à tabac se multiplient et il leur reste encore 21 jours à faire. A l'heure actuelle, la cinquième galerie est entrain d'être aménagée en galerie de «punition». C'est un véritable bunker; complètement fermé... même les fenêtres. Face à ce sentiment de rage et d'impuissance qui nous envahit, nous tenons à déclarer que nous avons envisagé dans un premier temps de faire une grève de la faim en signe de protestation, mais que nous avons abandonné ce projet car le jour où nous entamerons une grève de la faim, nous la mènerons jusqu'au bout. Nous pensons que c'est une arme revendicative qui exige une finalité...»*

Au pénitencier de Carabanchel, Augustin Rueda, sympathisant CNT a été retrouvé mort le 14 mars dans sa cellule à la suite d'un interrogatoire. Le cadavre présentait des blessures graves et une enquête judiciaire a été ouverte. Arrêté en octobre dernier, ce prisonnier avait été condamné pour avoir introduit des explosifs en Espagne...

Mandrin

Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser au Comité Antirépression, 17 bis rue Paulin Testory. 66000 Perpignan.

LE DOUX NID D'EMPAIN

Sans son éditorial du 28 mars sur Europe 1, Etienne Mougeotte retrace les conditions de détention du Baron Empain:

«*Alain Caillol est un homme cruel et sans scrupules. Cruel de ne pas lui avoir adressé la parole (au Baron), de l'avoir placé dans un état de privation sensorielle qui lui faisait perdre le sens du monde réel. Cruel de l'avoir sous alimenté, et, quand ce ne fut pas le cas, de lui avoir ôté fourchette et couteau. Cruel enfin pour l'avoir mutilé sauvagement d'une phalange...»*

Monsieur Mougeotte s'est-il jamais ému des souffrances morales et physiques endurées par les détenus des Quartiers Haute Sécurité? S'est-il jamais rendu compte que la justice et l'administration pénitentiaire étaient elles aussi cruelles et sans scrupules? Cruelles de laisser en QHS des détenus dans un état de privation sensorielle qui leur font perdre le sens du monde réel puisqu'ils ne voient jamais le ciel, le soleil et n'ont pour tout horizon que les quatre murs de leur cellule.

Cruelles par cette bouffe que nous ne pouvons avaler (heureusement qu'il existe des «cantines» qui permettent de ne pas crever de faim). Cruelles parcequ'elles n'hésitent pas à nous humilier, nous avilir, afin de mieux nous emprisonner dans le moule carcéral. Cruelles parcequ'elles retiennent des centaines de détenus-otages en préventive, arbitrairement, illégalement. Cruelles pour ces préventifs qui en arrivent à se mutiler (absorption de fourchettes, couteaux ou autres) parce qu'il n'ont pas d'autre moyen pour se faire entendre.

En bref, une banalisation de la torture des deux côtés de la barrière. Mais à choisir, je préfère m'insurger contre les QHS que de m'apitoyer sur un Empain. Lui se remet de ses malheurs à l'hôpital Américain de Neuilly. Pour moi, ce sera l'Armée du Salut.

Philippe ROCHER
42171. D1 0406
7 avenue des Peupliers
91705 Fleury Merogis

A VEYNES LE SOLAIRE EST ENTERRÉ

Madame Roux est adjoint au maire de Veynes (Hautes-Alpes), lectrice assidue de la GO, elle se bat pour l'intégration de l'énergie solaire dans l'habitat local.

Chaque été (voir la GO n° 172), la mairie et son association organisent des fêtes solaires.

En Juin dernier, la mairie a lancé l'idée d'un concours d'architecture. L'originalité est que le jury était composé par des gens de la population locale et également par six artisans de Veynes qui se sont engagés à faire l'avance de leur travail et du matériau pour la construction de la maison qui serait primée.

La mairie faisait quant à elle, l'avance du terrain de trois mille mètres carrés.

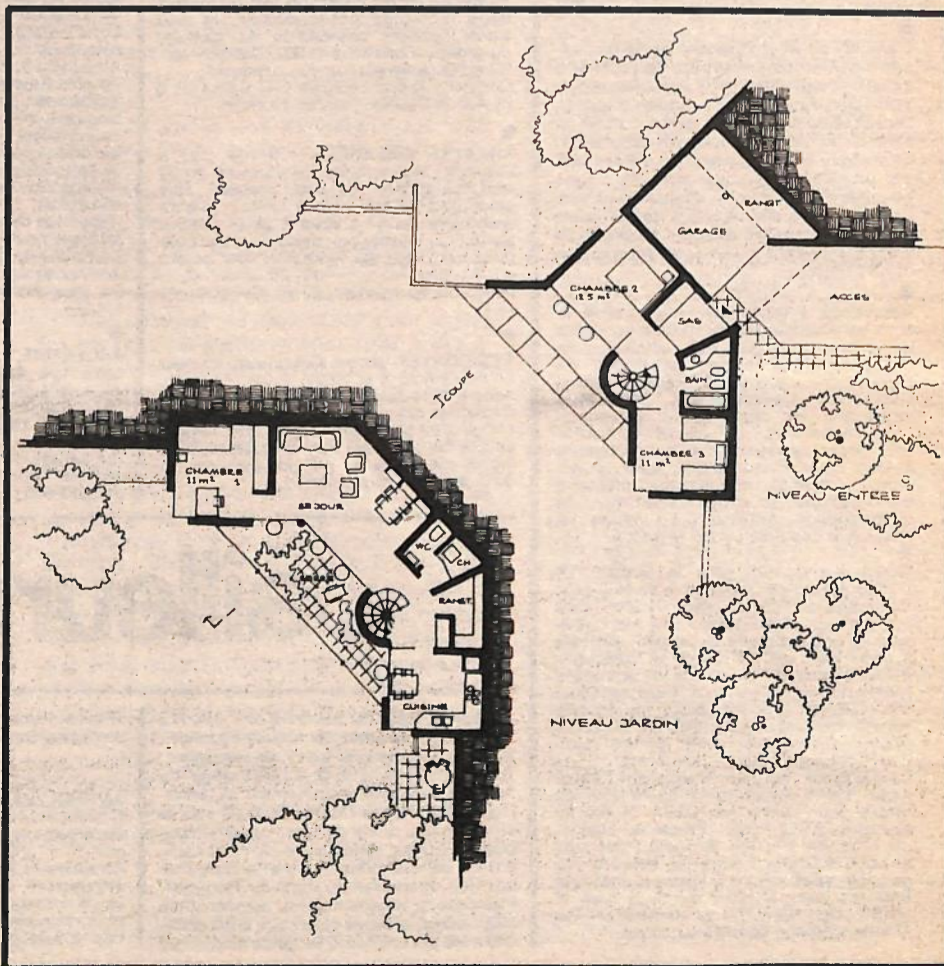
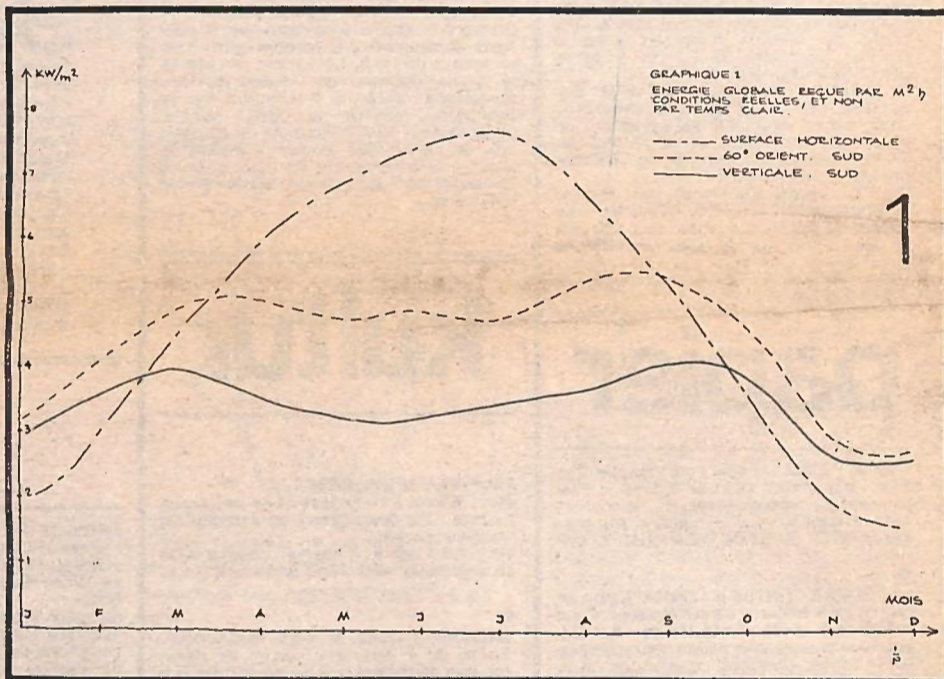
Le concours avait des contraintes techniques très précises. Le coût de construction ne devait pas dépasser 300 000 F.. La mairie de Veynes avait demandé à un jury technique

de donner un avis consultatif. Ce jury était essentiellement composé d'ingénieurs de l'administration, d'architectes et d'un thermicien.

Le jury vient de donner les résultats. La maison primée et qui va être construite à Veynes dans les prochains mois est assez classique. Il faut y voir une peur des artisans locaux devant le «révolutionnaire». En primant cette classique maison, les artisans étaient persuadés qu'elle ne ferait pas trop peur aux clients éventuels, et qu'ils trouveraient facilement un acheteur...

Ce concours, avec ses trente trois projets, a permis de faire le point sur les possibilités architecturales en France. La mairie de Veynes expose pendant toute l'année les différents projets, et pour ceux que le solaire intéresse, l'exposition mérite le voyage.

Nous présentons aujourd'hui le projet qui est arrivé en seconde position. Il est en tous points remarquable.



LE DEUXIEME PRIX

La maison est complètement enterrée côté Nord pour s'ouvrir largement vers le Sud où toutes les pièces ont une fenêtre. Le toit est recouvert de terre. Il peut être transformé en jardin.

Le soleil couvre 70 % des besoins de chauffage. La serre qui se situe au Sud capte l'énergie solaire qui est absorbée rapidement par des colonnes d'acier remplies d'eau, entre la serre et le séjour, et plus lentement,

par les murs et le carrelage qui complètent le stockage thermique.

L'hiver, en cas de surchauffe de la serre, l'air chaud circule dans le mur. L'été, la lumière est tamisée et l'air chaud directement évacué vers l'extérieur.

La simplicité du système explique sa très longue durée de vie. L'eau chaude sanitaire est fournie par 4 m² de capteurs plans à circulation d'eau.

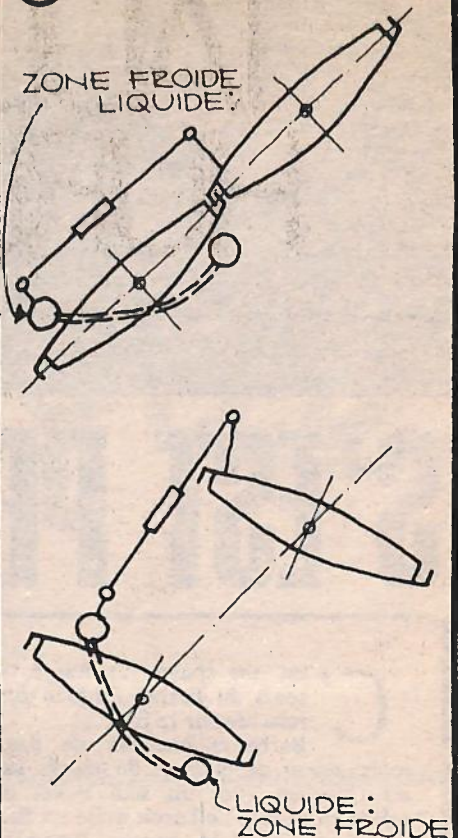
Bref, comme disent les promoteurs de ce projet, la maison est un capteur.

ETUDE THERMIQUE

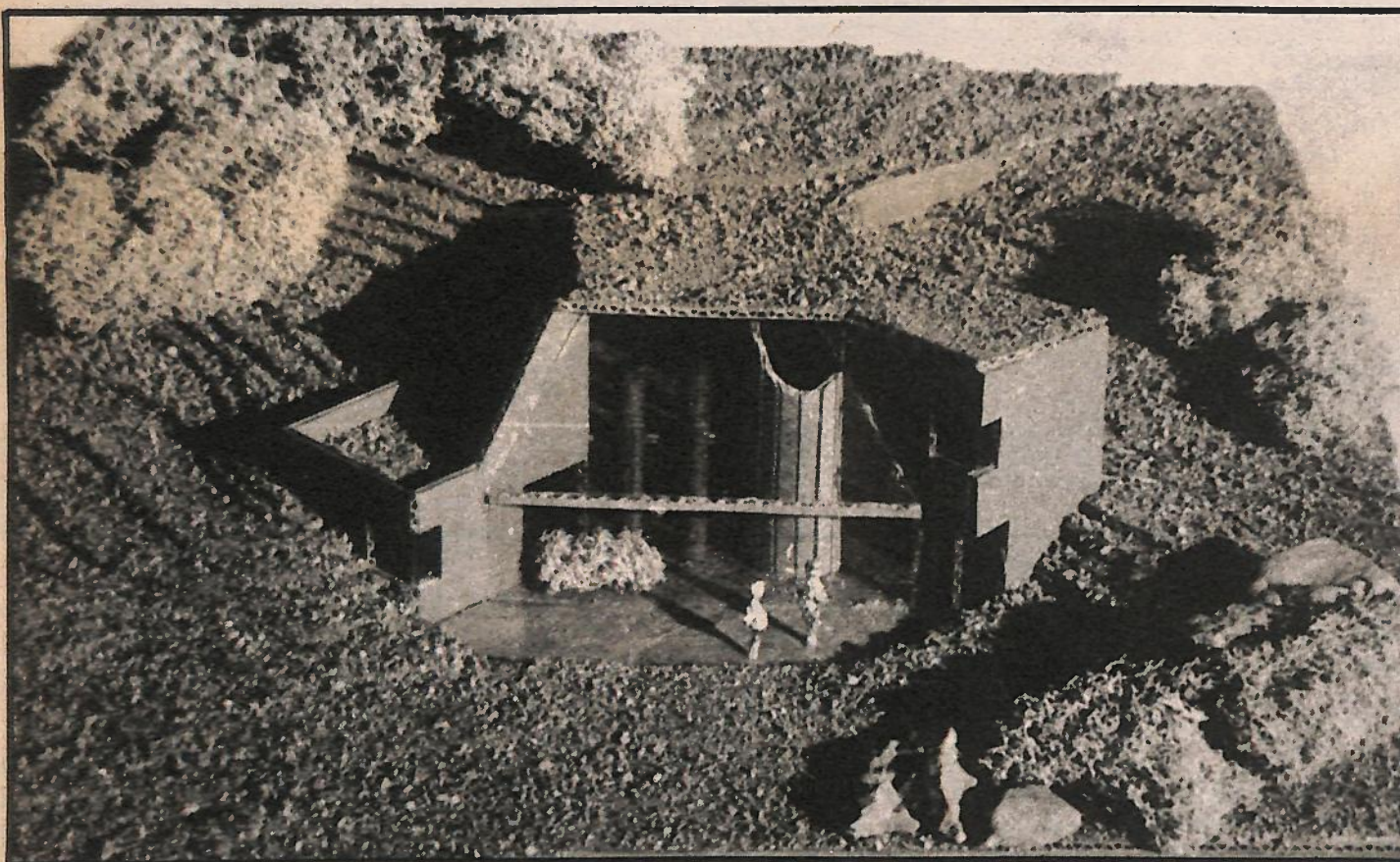
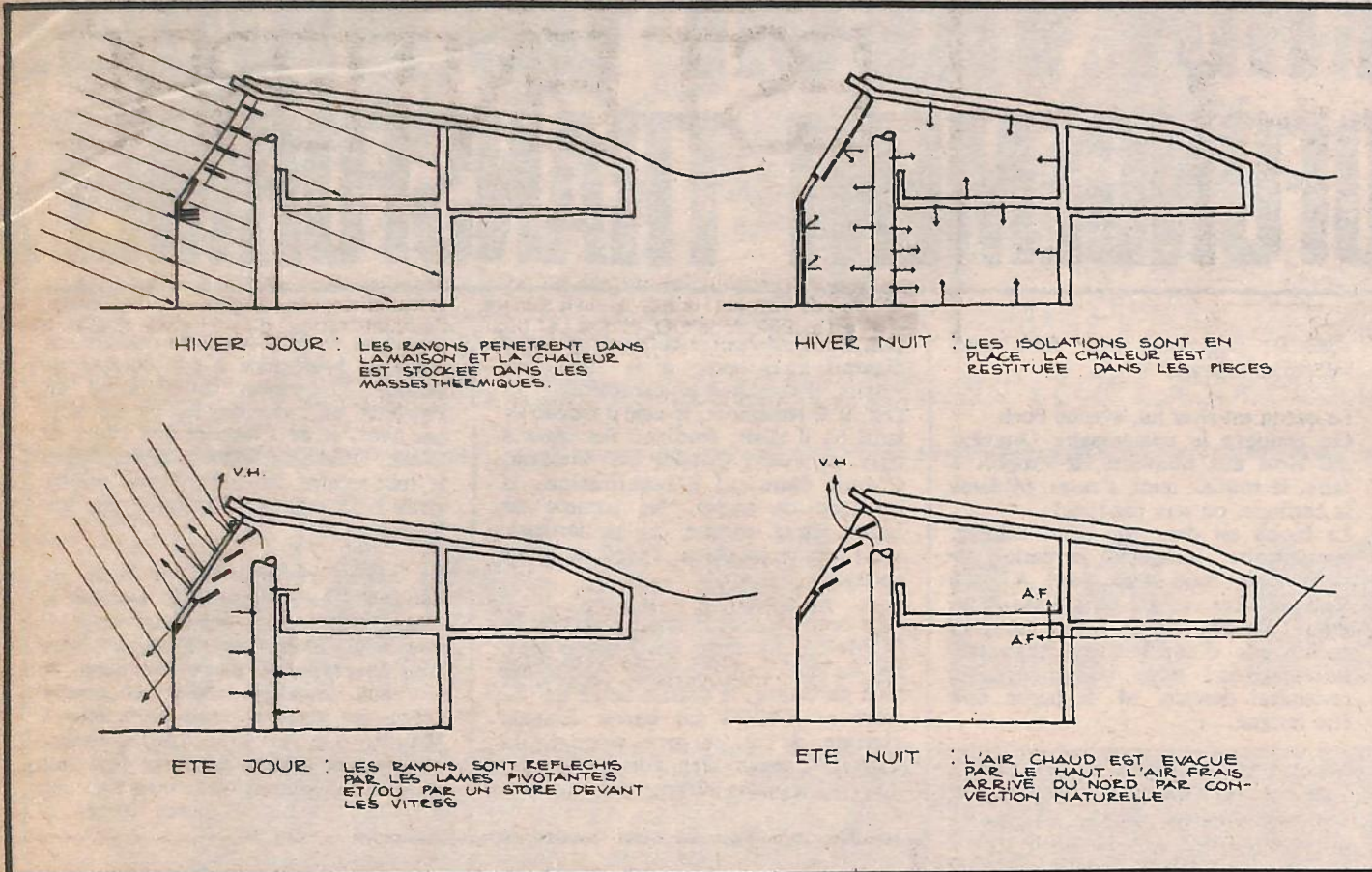
Le calcul des déperditions, flux de chaleur qui s'échappe à travers les parois, fait apparaître un coefficient G: 0,82 W/m³. A titre de comparaison, il faut savoir que pour une maison classique, G: 1,6 W/m³, et pour une isolation «tout électrique», G: 1. Le coefficient pour cette maison est donc remarquable. C'est essentiellement dû à l'enterrement de la partie Nord.

Après le calcul des déperditions, il faut se

3



Le SKYLID - ou paupière du ciel - de Steve Baer est composé de panneaux pivotants et d'un couple de réservoirs contenant du fréon liquide et gazeux. Quand la chaleur du soleil atteint le réservoir extérieur, il dilate le gaz qui chasse le liquide vers le réservoir intérieur faisant pivoter les panneaux. Quand l'air extérieur se refroidit l'inverse se produit. Ce mécanisme peut être bloqué en été pour utiliser les panneaux comme réflecteurs.



pencher sur le calcul des apports solaires. Le graphique 1 donne l'énergie reçue en kW/m² suivant les mois et l'inclinaison des parois face au soleil.

Le flux intercepté (je vous fais grâce des calculs !) pour la serre est évalué à 35140 kWh. Les promoteurs proposent une température intérieure constante de 18°, ce qui demande, compte tenu de G: 0,82, un besoin annuel de chauffage de 14920 kWh.

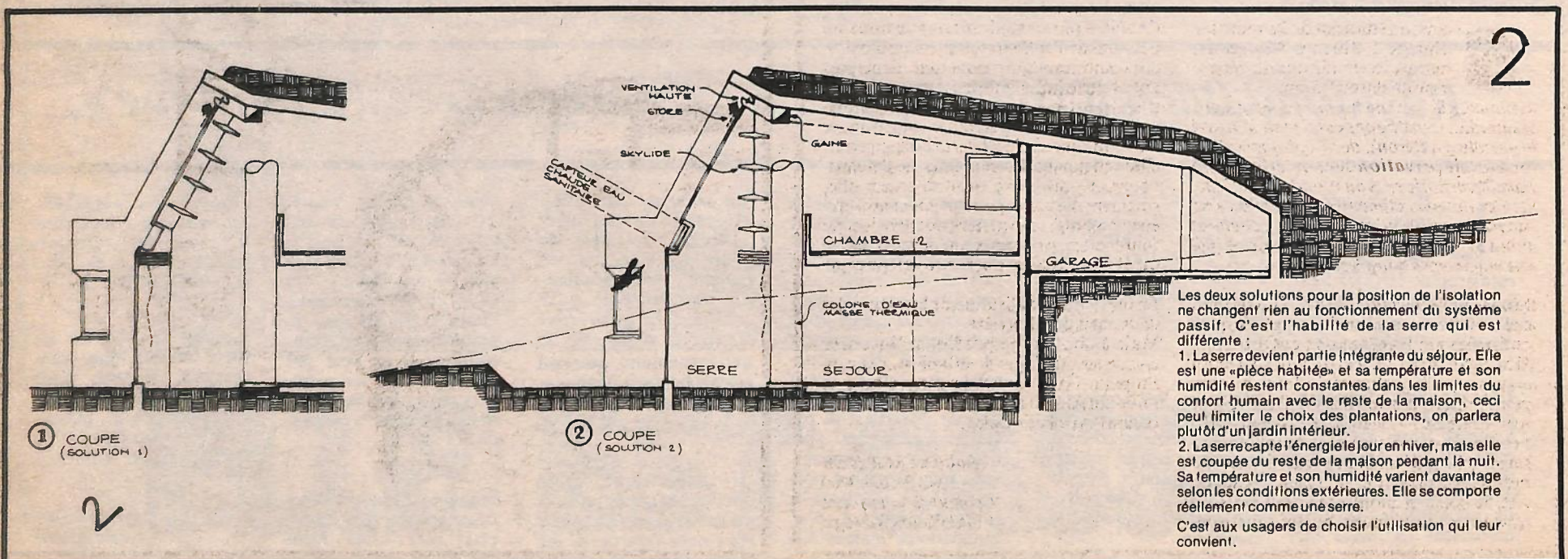
Ils estiment également le rendement de la serre à 30%, ce qui fait: 35140 × 0,3 = 10540 kWh.

Le chauffage d'appoint devra donc fournir: 14920 - 10540 = 4380 kWh par an. A titre de comparaison, dans une maison classique, à volume et climat identiques, le chauffage conventionnel doit fournir 29030 kWh... soit près de sept fois plus !

En résumé, cette maison, dont le devis estimatif s'élève à 297 600 F. est remarquable par bien des côtés, - son enterrement au Nord, - sa serre, qui peut être utilisée comme telle mais également faire partie du séjour (voir figure 2), - sa chaleur accumulée dans des colonnes métalliques d'eau chaude et dans les murs, - et surtout son utilisation du SKYLID, baptisé paupière du ciel (voir figure 3).

C'est l'équipe ARES, rue des nobles, 31420, Aurignac, Tél: 61-909097, qui a réalisé le projet de cette maison.

Georges Didier

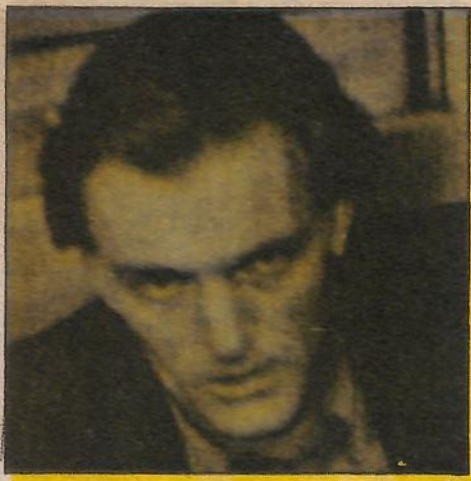


Les deux solutions pour la position de l'isolation ne changent rien au fonctionnement du système passif. C'est l'habilité de la serre qui est différente :

1. La serre devient partie intégrante du séjour. Elle est une «pièce habitée» et sa température et son humidité restent constantes dans les limites du confort humain avec le reste de la maison, ceci peut limiter le choix des plantations, on parlera plutôt d'un jardin intérieur.

2. La serre capte l'énergie le jour en hiver, mais elle est coupée du reste de la maison pendant la nuit. Sa température et son humidité varient davantage selon les conditions extérieures. Elle se comporte réellement comme une serre.

C'est aux usagers de choisir l'utilisation qui leur convient.



LE BARON EMPAIN : « MA VISION DU MONDE S'EST PROFONDEMENT TRANSFORMÉE »

C'est une épave que les ravis-
seurs du baron Empain ont
relâchée sur le pavé.
Barbe et cheveux de deux
mois, odeur de pisses et de merde sur
les frusques, avec un seul ticket de
métro en poche. Le baron avise un flic:
« vite, je suis le baron Empain,
prévenez les miens, avenue Foch! ». Le
flic: « le baron comment? ». « Empain ».
« OK, mon pote, et moi je suis le
pape ». Bing, bang, flac! « Eh, Paulo,
viens voir le clodo, y se prend pour le
baron Empain! Baisse ton froc,
minable, tu vas voir si mes bijoux
valent ceux de la baronne! ».

Scène pittoresque et quotidienne des
rues parisiennes. Mais il n'y a qu'un
baron en liberté... le rêve passe.

Le baron arrive au Drugstore de
l'Opera. « Je voudrais téléphoner ».
« Ouais, l'ami, c'est 60 centimes! ». « Je
n'ai pas d'argent, je suis le baron
Empain ». « Ah, merde, encore un, allez
calte, volaille, ou j'appelle les cognes ».
Eh, Gaston, lâche le clebs! ça aidera
M. le baron à retrouver sa monnaie
dans le fond de son smocking! Si c'est
pas dieu permis des clodos pareils, ça
respecte même pas la misère des
barons ».

Le baron fouille ses poches sous l'œil
du doberman. Miracle! un billet de dix
francs. Fin du cauchemar. Dix minutes
plus tard une baronne, une vraie, entre
en courant au Drugstore et couvre de
baisers un individu repoussant, on sait
que tous les goûts sont dans la nature,
mais quand même, y a des riches qui
ont des perversions bizarres... Léon,
vire-moi tout ça, ça indispose la

clientèle! pourraient aller faire leurs
saloperies ailleurs!

Le baron est chez lui, avenue Foch.
On annonce le commissaire Ogtavioli
qui vient aux nouvelles, le rapport à
faire, la routine quoi, s'cusez, M'dame
la baronne, on sera pas long!
Le baron est dans son bain: « entrez,
commissaire, justement je parlais de
vous avec mon ami Paul VI, au
Vatican hier... » Le commissaire se
gratte l'occiput d'un ongle songeur
encore que d'une longueur réglemen-
taire. « Bon! pour le rapport, je
reviendrai demain, M. le baron doit
être fatigué... »

Même pas un merci! merde! c'est à
vous écœurer de vous décarcasser pour
leur sauver la vie. Et avec ça, la tête
qui se dégingue! c'est pas un doigt qui
lui manque, c'est un morceau de mou
de veau entre les oreilles!

« Mesdames et messieurs de la presse,
M. le baron se repose. Il est assez
éprouvé par ses conditions de déten-
tion. Rien d'autre à déclarer. »

Dans les draps frais de la baronne,
mon dieu, des draps, je croyais que ça
n'existait plus, le baron raconte.
Enchaîné dans l'ombre, une cagoule
sur les yeux, le doigt coupé à lécher
pour faire cicatriser, rien à manger, et
puis le silence, le froid, la peur.
Obligé de chier et de pisser quasiment
sous lui. L'odeur. Et les jours et les
nuits confondus, sans repère. Une bête,
ils ont fait de lui une bête! une bête
dans une cage. Ça lui rappelle le zoo,
quand il était petit en Belgique, ce vieil
hippopotame qui versait une larme
sans pouvoir remuer. Et la remarque
de sa gouvernante: « un Baron ne pleure

pas, Édouard-Jean, maîtrisez-vous que
diantre! vous serez à la tête d'un
empire. Il vous faut du caractère ».
Oui, il se remémore, le ciné du quartier
latin où il allait, étudiant: les cages à
tigre de Poulo Condor au Vietnam.
C'était donc ça! L'humiliation, la
certitude de crever. Né comme un
baron, élevé comme un milliardaire,
mort comme un chien. Tu parles d'une
épitaphe!

Le baron Edouard-Jean, play-boy de
St Moritz, flambeur de Juan-les-pins,
roi du nucléaire, l'homme qui a fait
plier de Gaulle, le patron belge qui est
entré au CNPF! Le baron Empain
victime de la torture propre, la
« privation sensorielle », comme Baader,
oui, ou l'argentin moyen...

Avouez qu'il y a de quoi perdre la
boule!

Le Baron Empain a perdu la boule,
traumatisme profond, disent les neuro-
psychiatres. Séquelles possibles: chan-
gement de sa vision du monde et de la
société. Le Baron a pris sa décision:
avec son doigt-échantillon, on l'a tenu
pour une marchandise. Bien. Il ne sera
plus jamais une valeur d'échange.
L'argent, c'est fini. Il sera libre. Il
échappera aux lois du marché. On ne
kidnappe pas les clochards, les hippies
ou les smicards. Sa fortune, il l'a
construite en vendant des centrales
nucléaires. Le mort de Malville, c'est
un peu lui. Les morts à venir, c'est
beaucoup lui. L'arme atomique en
vente libre dans le monde, c'est
toujours lui.

Eh bien, non, terminé! A d'autres,
mais plus à lui. Le baron Empain a

décidé de se désaliéner. De remplir son
crâne de préférence à son compte en
banque. De snober les réunions du
Patronat où, avouons-le, ça ne vole
pas haut, et de s'inscrire aux cours de
Lacan. D'investir toute sa fortune dans
le tout-solaire, en créant une société
civile à 52 millions d'actions, une par
Français.

Le baron rêve dans les bras de
Sylvana: il sera libre. Les truands le
regarderont passer sans le voir. Il
pourra se balader seul à Pigalle, vers
trois heures, sans gardes du corps et
rire aux histoires belges. Il pourra
enfiler ses jeans et venir avec nous à
Malville. On lui dira: « gaffe, baron,
une grenade à bâbord! » Il ne sera plus
jamais seul dans le noir, mais heureux
au soleil, avec les gens libres et
heureux.

Libres parce que sans fric. Heureux
parce que sans nucléaire. Naître baron,
c'est pas une sinécure. Oeuvrer dans la
mort nucléaire, c'est un lourd
handicap. Mais tu verras, Edouard, on
peut s'en sortir! songe aux milliards de
neurones que tu as dans le cerveau et
qui te disent tous, si seulement tu les
faisais marcher: « Il vaut mieux être
Rimbaud que Dassault ». Allez, on se
téléphone et on becquète ensemble.
Nous, c'est le 28 00 24. Tu fais le 16
pour la province et le 85 pour la Saône
et Loire.

A bientôt Baron!

Arthur

NB: évidemment, tu peux t'abonner à
notre tarif « taulards », ça va de soi.

204 SOMMAIRE

p.3 & 4 Windscale, encore une
victoire de la démocratie !... Un
reportage en chambre de Yves-
Bruno Civel.

p.4 Marjolaine : notre envoyé
spécial et végétarien Régis Plu-
chet déclare : « Ça s'arrange
pas ! »

p.5 Objection : Y-B. C. met les
pieds dans le plat.

p. 6&7 Asselin, de retour de la
Bretagne noire...

p. 8,9,10 & 11 Pierre Lanvin
nous raconte son itinéraire : qua-
rante ans de Non Violence Active
un dossier réalisé par Isabelle
Cabut.

p.14 Premier bilan des élections...
de Didier Anger en Normandie.

p.18, 19 Un projet solaire...
enterré

Et puis comme d'habitude, la
revue de presse p. 8, des notes de
lectures p.13, Non Chef p.15, les
annonces du Terrain p. 16 & 17,
des nouvelles des « Enragés » p.18

Raymond Barre aux Français : « La marée noire est apolitique ».

Le gouverne-
ment vous le
dit: la marée
noire est une
catastrophe NATUREL-
LE. La preuve: c'est la
nature qui est touchée!
Vous voyez bien!

Les mauvais français
profitent du malheur des
bretons pour politiser
cette calamité. Au lieu de
retrousser leurs manches,
ils descendent dans la rue.
Ils manifestent. Ils im-
mobilisent les forces du

maintien de l'ordre qui
auraient mieux à faire sur
les plages. Finalement,
l'un dans l'autre, ils
retardent les secours. On
se demande si cette marée
noire, ça ne les arrange
pas!

D'ailleurs, les responsa-
bles de la catastrophe
sont maintenant connus:
ce sont de jeunes rochers
bretons qui ont éventré
lâchement un vieux pétro-
lier pour le délester de sa
cargaison.

Les vaincus des élections
cherchent une revanche
dans la rue, en critiquant
le gouvernement. C'est
facile! Les étudiants,
toujours prompts à saisir
la moindre occasion de ne
rien faire, se promènent
en exhibant des cormo-
rans mazoutés. Leur
intention politique est
patente. Ne disent-ils pas
sur leurs pancartes: « poli-
tisez vos inquiétudes,
vous inquiétez les poli-
ticiens! ». A ces gens-là,
tout malheur est bon:
inondations, marées noi-

res, secousses sismiques,
explosion de centrales
nucléaires, épidémie de
grippe asiatique, tout est
exploité politiquement.
Ils ne pensent qu'à
critiquer le gouverne-
ment. Comme si le
gouvernement pouvait
faire le bonheur de tous et
le profit de quelques uns!

Or la politique, c'est
quoi? C'est voter pour la
majorité, point final. Le
reste nous regarde. C'est

à nous de distinguer entre
les catastrophes naturel-
les et les coups du destin.
La marée noire, je vous le
dis, est une fatalité. Un
coup du sort inévitable.
Dans cette affaire, le
gouvernement a les mains
propres. Il ne peut pas
surveiller tous les pétro-
liers géants qui passent et
nous apportent la richesse
de l'or noir.

Mes chers Français, faites
nous encore et toujours
confiance! Les bons

Français font confiance.
Les mauvais crient dans
la rue. Les premiers
auront des sous. Les
seconds, les CRS.

A vous de voir où est
votre intérêt! Mais fran-
chement, si vous nous
faites encore confiance
après un coup pareil,
c'est que vous êtes encore
plus cons que je l'aurais
cru.»

Raymond Barre
pcc Arthur